

# En Afrique, des alliances constituent un défi à l'introduction de la technologie des modifications génétiques et des OGM

## [African Alliances Challenge Introduction of GM Technology](#)

**La société civile et des organisations du secteur privé se réunissent pour lutter contre l'introduction de la technologie des modifications génétiques et des OGM. [Dr Eva Sirinathsinghi](#)**

**Rapport de l'ISIS en date du 20/06/2011**

L'article original en anglais s'intitule [African Alliances Challenge Introduction of GM Technology](#) ; il est accessible sur le site [www.i-sis.org.uk/AfricanAlliancesChallengeGM.php](http://www.i-sis.org.uk/AfricanAlliancesChallengeGM.php)

L'introduction récente de la technologie des modifications génétiques (et des OGM) en Tanzanie a incité des groupes locaux et internationaux, qui mènent campagne contre les OGM, à unir leurs forces afin d'exprimer leurs préoccupations pour la conservation de la biodiversité agricole, qui est cruciale pour la **sécurité alimentaire** et la **souveraineté alimentaire**.

Des groupes tels que le Centre africain pour la Biodiversité, Action Aid, International Tanzania, Biolands, BioRe, BioSustain, Envirocare, PELUM Tanzanie, Swissaid, 'Eastern & Southern African Small Scale Farmers Forum' (ESAFF), 'Le Forum des petits agriculteurs de l'Afrique australe et orientale' et 'Tanzania Organic Agriculture Movement', le 'Mouvement de l'agriculture biologique de Tanzanie ont formé 'Tanzania Alliance for Biodiversity', l'Alliance de Tanzanie pour la Biodiversité, au cours des dernières semaines afin d'exhorter le gouvernement à résister à la pression des sociétés et des intervenants du secteur des semences d'OGM, qui voudraient assouplir les lois strictes concernant la sécurité, afin de leur permettre une introduction généralisée des technologies des modifications génétiques et des OGM [1].

Une clause de responsabilité stipule ceci « une personne qui importe, organise le transit, fait usage, distribue et met en marché un OGM ou un produit dérivé d'un OGM, doit être strictement responsable pour tout dommage causé par un tel OGM ou produit d'un OGM » et que « le préjudice doit faire l'objet d'une compensation ». Dans un pays auparavant exempt d'OGM, l'Alliance de Tanzanie pour la Biodiversité veut baser l'évaluation de la sécurité des cultures de plantes génétiquement modifiées sur le **principe de précaution**, et précise que « les cultures de plantes ou les animaux génétiquement modifiés ne constituent en aucun cas la solution à la pauvreté et à la famine » dans l'**Afrique** australe et orientale.

Actuellement, la Tanzanie, avec le Kenya, l'Ouganda, le Malawi, le Mali, le Zimbabwe, le Nigeria et le Ghana sont en train de réaliser des expérimentations dans les champs avec des cultures de plantes génétiquement modifiées (OGM) : le maïs et le manioc sont actuellement testés en Tanzanie. Le *Tanzanian Cotton Board*, le Conseil tanzanien du coton a également approuvé l'introduction du coton Bt. L'Afrique du Sud, le Burkina Faso et l'Egypte ont déjà commencé à cultiver des plantes génétiquement modifiées (OGM).

L'Afrique du Sud a connu de gros problèmes avec des baisses de rendement dans les cultures d'OGM : les agriculteurs ont rapporté jusqu'à 80 pour cent de pertes dans la production de maïs, avec des cultivars de maïs génétiquement modifiés dont une proportion élevée de plantes ne produisaient aucun grain.

Monsanto a connu une expansion sur le continent africain avec le soutien de l'USAID, l'Agence américaine pour le développement international, la Fondation Bill & Melinda Gates, ainsi que l'organisation 'Green Revolution in Africa' (AGRA), l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique, également fondée par les fondations Gates et Rockefeller ( voir [2] [Beware of the "Doubly Green Revolution"](#), SiS 37).

Bill Gates, qui est un grand partisan des biotechnologies et des OGM, a récemment investi dans 500.000 actions de Monsanto, d'une valeur approximative de 23,1 millions de \$ US. Cet investissement représente un énorme conflit d'intérêts entre leur rôle présumé en vue de « la réduction de la pauvreté et de la faim parmi les petits agriculteurs », d'une part, et les antécédents de Monsanto relatifs au mépris pour les intérêts et le bien-être des petits agriculteurs du monde entier, d'autre part. Les structures agricoles de petite taille sont la plus importante source d'aliments pour une grande partie des pays de la région.

Un mouvement est mis en place entre les pays africains pour lutter contre l'expansion de l'agrobusiness, avec un certain nombre d'alliances déjà formées dans d'autres pays, y compris en Afrique du Sud, en Zambie, au Kenya et en Ouganda.

L'Alliance pour la biodiversité en Tanzanie a appelé le gouvernement à être prudent lors de l'invitation de nouveaux investissements dans les technologies des plantes génétiquement modifiées et des OGM. Mr. Shaha, agriculteur et président régional de l'ESAFF, a déclaré au journal *Daily News* au Kenya, au sujet de la pression intense exercées par des entreprises étrangères de biotechnologie, qui « sont en train de très bien payer nos chercheurs scientifiques pour soutenir leurs travaux et pour imposer leur agenda sur ce que nous devrions cultiver et manger ».

Le Directeur d'ActionAid Tanzanie, Aida Kiangi, a également fait le commentaire suivant : « Nous sommes l'une des nombreuses ONG qui ont vu les impacts et retombées de cette technologie sur les petits agriculteurs et leurs familles dans d'autres pays, et j'invite mes compatriotes Tanzaniens à se méfier des risques graves avant qu'il ne soit trop tard ».

Le Kenya a également vu se mettre en place une nouvelle coalition de petits agriculteurs biologiques se former dans les dernières semaines, avec un avocat et membre du Réseau africain de la biodiversité, en indiquant que « les aliments biologiques peuvent offrir un avenir alimentaire sûr et écologiquement sain, tandis que l'introduction de semences brevetées et les produits chimiques connexes dans nos systèmes agricoles, menacent nos pratiques agricoles, nos moyens de subsistance, l'environnement, et mine notre souveraineté en matière de semences ».

L'Union africaine est également en train d'établir une plate-forme de **l'agriculture biologique** pour fournir des directives à l'appui du développement de systèmes durables de l'agriculture biologique et pour l'amélioration de la qualité des semences, ainsi que la promotion de systèmes agricoles à petite échelle (voir [3] ] [African Union to Support Organic Farming](#), SiS 50) \*.

\* Version en français intitulée "L'Union Africaine encourage l'agriculture biologique" par Lim Li Ching, traduction et compléments de Jacques Hallard ; accessible sur le site <http://isias.transition89.lautre.net/spip.php?article173>

Il y a une résistance croissante à l'encontre des pratiques agricoles étrangères, en particulier vis-à-vis de la culture des OGM, et cela pourrait bien finalement accroître la sécurité alimentaire dans cette région d'Afrique.

## Références

1. Tanzania Alliance for Biodiversity, Dar es Salaam, Tanzania, accessed 6 June 2011, <http://envaya.org/TABIO/home>
2. Ho MW. Beware the "Doubly Green Revolution". *Science in Society* 37, 26-29, 2008.
3. Lim LC. African Union to support organic farming. *Science in Society* 50, 19, 2011.

© 1999-2011 The Institute of Science in Society

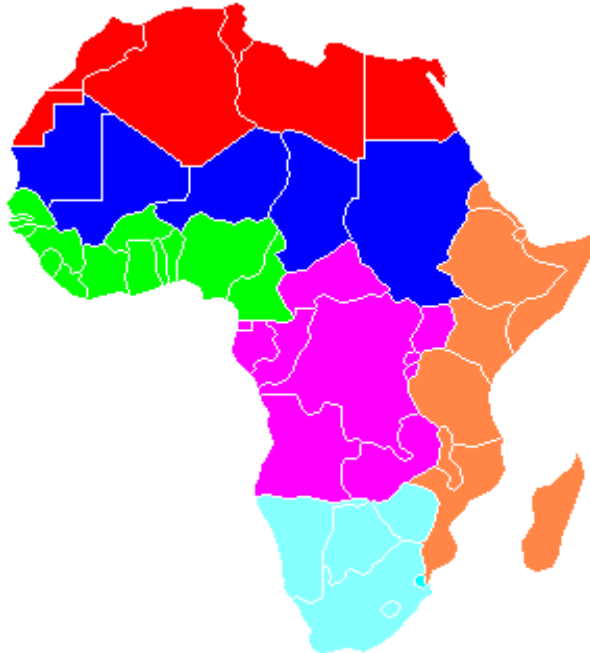
[Contact the Institute of Science in Society](#)

**MATERIAL ON THIS SITE MAY NOT BE REPRODUCED IN ANY FORM WITHOUT EXPLICIT PERMISSION. FOR PERMISSION, PLEASE [CONTACT ISIS](#)**

## Définitions et compléments

### Afrique

**Les régions d'Afrique** - Posté le 02 Octobre 2005 - Travaux d'élèves de collège:



- Afrique du Nord (**en rouge**) : les pays qui bordent les rives sud de la Méditerranée, cette région est également appelée Magreb
- Afrique du Sahara (**en bleu**) : les pays de l'intérieur où se trouve le désert du Sahara
- Afrique de l'Ouest (**en vert**) : les pays de l'Afrique tropicale subsaharienne
- Afrique centrale (**en violet**) : le coeur de l'Afrique
- Afrique orientale ou de l'Est (**en orange**) : les pays qui bordent la Mer Rouge

- Afrique australe ([en turquoise](#)) : les pays qui forment la pointe sud de l'Afrique.  
Source : <http://www.e-voyageur.com/forum/voyage-910.php>

## **LE CONTINENT AFRICAIN : LA VÉGÉTATION - LA POPULATION- L'ÉCONOMIE**

**Résumés réalisés en groupes par les élèves du CE1/CE2 2002-2003.**

Carte des pays d'Afrique à consulter



Source : <http://germigny.creteil.iufm.fr/lecteur/enfdeleph/Afrique/lecontinentafricain.htm>

**Agriculture biologique** - Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

L'**agriculture biologique** est un [système de production agricole](#) basé sur le respect du vivant et des cycles naturels<sup>[1]</sup>, qui gère de façon globale la production en favorisant l'[agrosystème](#) mais aussi la [biodiversité](#), les activités biologiques des sols et les [cycles biologiques](#)<sup>[2]</sup>.

Pour atteindre ces objectifs, les agriculteurs biologiques s'interdisent (et excluent réglementairement) l'usage d'[engrais](#) et de [pesticides](#) de synthèse, ainsi que d'[organismes génétiquement modifiés](#).

Les agriculteurs qui pratiquent ce type d'agriculture misent, par exemple, sur la [rotation des cultures](#), l'[engrais vert](#), le [compostage](#), la [lutte biologique](#), l'utilisation de produits naturels comme

le [purin d'ortie](#), et le sarclage mécanique pour maintenir la [productivité](#) des sols et le contrôle des maladies et des parasites.

Définie depuis les années 1920, l'agriculture biologique est organisée à l'échelle mondiale depuis 1972 ([International Federation of Organic Agriculture Movements](#) - IFOAM) et reconnue dans le Codex alimentarius depuis 1999. À ce titre, il s'agit de l'une des formes les plus anciennement organisées d'[agriculture durable](#)<sup>[2]</sup>. Au sein de ces dernières, l'agriculture biologique se caractérise notamment par le fait que l'épithète « biologique », ou son abréviation « bio » impliquent une certification attribuée correspondant à des [normes](#) et à des [cahiers des charges](#), et que le mot est, souvent, légalement protégé. [Plusieurs labels internationaux](#) de reconnaissance pour ce type d'agriculture ont été définis, dont le [Label AB](#) en France. Dans le monde, environ 31 millions d'hectares sont consacrés à l'agriculture biologique<sup>[3]</sup>.

**L'agriculture biologique** - (Selon une source officielle française) 16/02/2009

L'agriculture biologique constitue un mode de production qui trouve son originalité dans le recours à des pratiques culturales et d'élevages soucieuses du respect des équilibres naturels. Ainsi, elle exclut l'usage des produits chimiques de synthèse, des OGM et limite l'emploi d'intrants.



Les bénéfices que la société peut retirer de l'agriculture biologique sont multiples en termes de création d'activités et d'emplois, de préservation de la qualité des sols, de la biodiversité, de l'air et de l'eau. Ce mode de production permet d'expérimenter en vraie grandeur des pratiques innovantes respectueuses de l'environnement et qui sont susceptibles d'être développées plus largement en agriculture. Ses modes de transformation privilégient la mise en valeur des caractéristiques naturelles des produits.

**France - Le plan d'actions « Agriculture biologique : horizon 2012 »**



Le ministre de l'agriculture et de la pêche, Michel BARNIER a présenté en septembre 2007, à l'occasion du Grand Conseil d'Orientation de l'Agence BIO, un plan d'action cohérent et global en faveur de l'agriculture biologique qui intègre les thématiques nécessaires au développement de ce mode de production respectueux de l'environnement selon cinq axes :

- 1- [La conversion et la pérennité des exploitations biologiques.](#)
- 2 - [La structuration de la filière.](#)
- 3 - [La consommation de produits bio et la marque AB.](#)
- 4 - [La recherche, le développement et la formation.](#)
- 5 - [La réglementation adaptée.](#)



[Agriculture biologique : horizon 2012 \(918.58 Ko\)](#)

### **Mise en oeuvre du plan d'actions**

- Le plan pour le développement de l'agriculture biologique lancé par Michel Barnier porte ses fruits. En 2009, les surfaces en conversion avec 63 000 hectares, sont 5 fois plus importantes qu'en 2008. La moitié est consacrée à des grandes cultures. Le nombre d'exploitations débutant une conversion en 2009 est supérieur à celui des deux années 2007 et 2008. Au total, c'est une augmentation de 15% des exploitations et de 10% des surfaces.

[Communiqué de presse du 12/06/09](#)

- Le 6 mai 2009, Michel Barnier annonce la mobilisation de 3 millions d'euros supplémentaires pour répondre aux fortes demandes exprimées par les agriculteurs concernant la conversion à l'agriculture biologique en 2009.

[Communiqué de presse du 6/05/09](#)

- A l'occasion des assises nationales de la BIO, le 8 octobre 2008, Michel Barnier a fait un premier point d'étape du plan pluriannuel de développement l'agriculture biologique et annoncé de nouvelles mesures.

[Communiqué de presse et discours du ministre du 8/10/08](#)

- Lors du Grand Conseil d'orientation de l'Agence BIO, le 17 septembre 2008, Michel Barnier a annoncé de nouvelles mesures pour tripler les surfaces consacrées à l'agriculture biologique pour atteindre 6% en 2012. Désormais, les aides à la conversion de l'agriculture conventionnelle vers l'agriculture biologique seront dé plafonnées.

[Communiqué de presse du 17/09/08](#)

### **Les rendez-vous de la Bio**

- Du 1er au 15 juin 2009 : [Le Printemps bio fête son dixième anniversaire](#)

- Septembre 2009 : [Tech & Bio - Le premier salon technique national des professionnels de l'Agriculture Biologique](#)

### **La Bio en France**

Les Chiffres clés 2008 de la bio française peuvent être consultés sur le site internet de l'Agence BIO : <http://www.agencebio.org/>

### **La Bio en Europe et pays tiers**

Fin 2005, l'Union européenne à 25 comptait 161 000 exploitations biologiques sur 6,2 millions d'hectares. La part des surfaces agricoles utiles (SAU) en mode de production biologique varie très fortement selon les Etats membres, de 14 % en Autriche, 8,4 % en Italie, plus de 6 % en Suède et en Finlande, 4,7 % en Allemagne, à moins de 1 % pour Malte. La France, avec 2 % des terres en Bio est à la vingtième place mais, disposant de 22 % de la SAU totale, elle représente 9 % de la SAU bio de l'Union européenne.

La surface mondiale cultivée suivant le mode biologique et certifiée a été estimée, par IFOAM, à plus de 30,5 millions d'hectares dans près de 634 000 exploitations. L'Australie et l'Océanie arrivent en tête avec 11,8 millions d'ha, suivies par l'Europe avec 6,9 millions d'ha, l'Amérique latine à 5,8 millions d'hectares et l'Asie à 2,9 millions d'ha. Un plan d'action européen et un logo communautaire

Un **Plan d'action européen** en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques a été adopté par le Conseil le 18 octobre 2004.

Depuis le mois d'avril 2000, [le logo européen](#) peut être apposé sur les produits et ingrédients

composés d'au moins 95 % d'ingrédients issus du mode de production biologique obtenus conformément à la réglementation européenne.

Le site internet multilingue, est accessible à l'adresse :

[http://ec.europa.eu/agriculture/organic/home\\_fr](http://ec.europa.eu/agriculture/organic/home_fr).

Il contient notamment une «boîte à outils» électronique proposant gratuitement des instruments de marketing en 22 langues à l'intention des professionnels de l'ensemble du secteur de l'alimentation et de l'agriculture biologiques, afin de promouvoir la production et l'agriculture biologiques.

Voir aussi

« L'agriculture biologique : recherche d'un équilibre entre agriculture et nature » :



[Version française \(640.11 Ko\)](#)



[Version anglaise \(630.35 Ko\)](#)

[L'agriculture biologique peut-elle être une réponse adaptée aux enjeux territoriaux et environnementaux de qualité de l'eau ? Consulter l'étude](#)

Service de la statistique et de la prospective - SSP / AgroParisTech - J. Bertrand ; S. Gamri ; S. Monteillier - 2009

[La gestion des risques en agriculture biologique](#). Rapport du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux / P.Portet ; G. Lebourdais. Déc 2008

Source officielle française :

<http://agriculture.gouv.fr/sections/thematiques/environnement/agriculture-biologique>

**Coton Bt** - Court extrait d'une étude de **museum.agropolis**

### **Coton Bio ou coton Bt : Une solution pour les paysans pauvres ?**

#### **Le coton Bt se développe**

Le coton Bt est un coton génétiquement modifié permettant la production d'une protéine toxique pour certains Lépidoptères. La résistance aux insectes est obtenue par l'ajout au génome du cotonnier d'un gène provenant d'une bactérie présente dans le sol, *Bacillus thuringiensis*.

Le système de culture du coton Bt ne diffère pas beaucoup de celui du coton conventionnel.....

Il existe différents cultivars de cotons Bt. Les plus commercialisés sont Bollgard® de Monsanto utilisant le gène Cry1Ac, et celui utilisant le gène Bt fusionné développé par la Chinese Academy of Agricultural Science (CAAS) à Beijing. Le coton Bt du CAAS produit à la fois les protéines Cry1A b et Cry1Ac. L'CAAS a aussi incorporé le gène CpTi (cowpea trypsin) à certains de ses cotons Bt.

L'adjonction d'un second gène au gène Bt réduit les chances d'apparition de résistance chez les insectes.. La recherche pour le *Insect Resistance Management* (IRM) pour le coton Bt que Monsanto a menée en parallèle avec les universités a abouti au développement d'une seconde génération de coton Bt: le Bollgard® II avec deux gènes Bt : Cry2A et Cry1Ac.

AgroSciences a annoncé le développement d'un nouveau coton Bt qui contiendrait les deux gènes Cry1Ac et Cry1F. Syngenta prévoyait aussi de mettre sur le marché aux USA, en 2004, un coton avec un nouveau gène VIP de résistance aux insectes (Syngenta 2002).

Article complet avec références à lire sur le site

[http://www.museum.agropolis.fr/pages/savoirs/cotontransgenique/rapport\\_controverse.pdf](http://www.museum.agropolis.fr/pages/savoirs/cotontransgenique/rapport_controverse.pdf)

## **Glyphosate** – Introduction et extraits sélectionnés d'un article Wikipédia

Le **glyphosate** (N-(phosphonométhyl)glycine, C<sub>3</sub>H<sub>8</sub>NO<sub>5</sub>P) est un *dés herbant total*, c'est-à-dire un [herbicide](#) non sélectif, autrefois produit sous brevet, exclusivement par la société [Monsanto](#) à partir de 1974, sous la marque [Roundup](#). Le [brevet](#) étant tombé dans le domaine public en 2000, d'autres sociétés produisent désormais du glyphosate.

Le glyphosate seul est peu efficace, car il n'adhère pas aux feuilles et les pénètre difficilement. On lui adjoint donc un [tensioactif](#) (ou surfactant) qui est soupçonné d'être une cause de toxicité des [dés herbants](#) contenant du glyphosate.

Quelques espèces de plantes ont commencé à développer des résistances au glyphosate, dont par exemple l'*evil pigweed* (*Palmer amaranth* de la famille des [amarantes](#)) qui pousse à une vitesse telle qu'elle force les agriculteurs du Sud des États-Unis à abandonner leurs champs<sup>5</sup>. L'apparition de cette espèce de plante résistante est considérée comme une véritable menace pour l'agriculture par l'Université de [Georgie](#)<sup>6</sup>....

### **Écotoxicologie** [[modifier](#)]

---

Quelques études<sup>21</sup> laissent penser que le glyphosate pourrait peut-être réagir avec les [nitrites](#) présents dans certains aliments, mais aussi dans les [sols](#) agricoles pour former le [N-nitrosophosphonométhylglycine](#), un [cancérogène](#) possible.

### **Toxicologie** [[modifier](#)]

---

La [DL50](#) du glyphosate pur se situe à environ 1 % du poids corporel<sup>22</sup>. Les effets toxiques immédiats sont faibles, même à hautes doses. On note cependant une réduction notable du poids corporel et du poids du [foie](#).

Plusieurs cas de [suicide](#) par ingestion de dés herbant à base de glyphosate ont montré que la formulation commerciale (contenant un ou des additifs) est réellement [toxique](#), et à des doses très inférieures aux doses de glyphosate qui seraient nécessaires pour provoquer la mort, probablement en raison de la toxicité et de l'effet [synergique](#) du surfactant, ce qui avait été démontré expérimentalement chez des [poissons](#) notamment.

Les études<sup>23</sup> de laboratoire, généralement faites ou financées par le fabricant, ont montré<sup>24</sup> que le glyphosate ingéré était absorbé pour 15 à 40 % de la dose ingérée. Quant à son premier sous-produit de dégradation (l'[acide aminométhylphosphonique](#) ou AMPA), il est absorbé à environ 20 % de la dose ingérée.

Une autre étude<sup>25</sup> a montré chez des singes que l'absorption [cutanée](#) d'une préparation de glyphosate était faible (2 % après sept jours d'application locale). Mais le passage transcutané peut varier selon les espèces, les conditions (transpiration) et l'âge (chez l'humain, la peau des enfants est par exemple beaucoup plus perméable). Une dose ingérée (ou injectée (intrapéritonéale)), unique ou répétée durant 12 jours, est éliminée en grande partie via l'urine, essentiellement sous une forme non dégradée, bien que l'on trouve aussi de petites quantités d'[AMPA](#).

L'excrétion [biliaire](#) et la circulation entéro-hépathique sont quantitativement minimales après 120 heures. Une dose unique de glyphosate était éliminée à 94 % dans les urines, chez les mâles et les femelles (0,1 % seulement d'une dose étant éliminée sous la forme de dioxyde de carbone marqué 22), en condition de laboratoire (animaux peu mobiles, non malades, non exposés aux aléas climatiques, etc.). L'ingestion quotidienne de glyphosate durant 2 semaines se traduit par des



concentrations tissulaires maximales au sixième jour d'administration. Les concentrations les plus fortes étant mesurées dans les reins (<1 ppm), puis de manière décroissante dans la rate, les tissus adipeux, le foie, les ovaires, le cœur et les muscles, les résidus diminuant progressivement après que l'animal ait cessé d'ingérer le produit dans sa nourriture, les concentrations rénales étant de 0,1 ppm après 10 jours.

Il est délicat de tirer des conclusions toxicologiques des nombreuses études<sup>26</sup> faites chez l'animal avec du glyphosate pur car dans la réalité, c'est un mélange glyphosate-additif qui est susceptible de poser problème par contact ou ingestion.

Il est néanmoins avéré que le glyphosate demeure un toxique puissant<sup>27</sup> agissant notamment sur les cellules placentaires humaines<sup>28</sup> entraînant une multiplication des avortements spontanés tardifs<sup>29</sup>.

Il a été démontré que différents herbicides à base de glyphosate ralentissaient le cycle des divisions cellulaires chez l'embryon d'oursin, ce qui pourrait, selon les auteurs de cette étude, causer des cancers<sup>30</sup>.

Une étude de l'université de Caen, publiée dans *Chemical Research in Toxicology* fin décembre 2008, met en évidence l'impact de diverses formulations et constituants de ce pesticide sur des lignées cellulaires humaines (cellules néonatales issues de sang de cordon, des cellules placentaires et de rein d'embryon). Les auteurs signalent diverses atteintes de ces cellules (nécrose, asphyxie, dégradation de l'ADN...), induites soit par le glyphosate, soit par un produit de sa dégradation (AMPA), soit par un adjuvant (POEA) qui facilite son incorporation par les plantes cibles, soit par des formulations commerciales de l'herbicide<sup>31</sup>. Cette étude a été critiquée par l'AFSSA notamment pour des raisons méthodologiques et pour l'interprétation des résultats fin mars 2009. L'agence estime que « les auteurs [de l'étude] sur-interprètent leurs résultats en matière de conséquences sanitaires potentielles pour l'homme, notamment fondées sur une extrapolation in vitro-in vivo non étayée »<sup>32</sup>.

Selon le MDRGF (Mouvement pour les Droits des Générations Futures), une étude scientifique argentine montre que les herbicides à base de glyphosate (matière active de l'herbicide total Round Up) ont des effets tératogènes sur les vertébrés. Alertés par des rapports sur des cas de malformations de nouveau-nés (malformations neurales et craniofaciales) dans des régions où des herbicides à base de glyphosate sont largement utilisés sur des cultures OGM, les scientifiques argentins ont décidé d'évaluer les effets de faibles doses de glyphosate sur le développement en étudiant des embryons de vertébrés. Résultat: les embryons traités sont hautement anormaux.<sup>33</sup>

### **Effacité et résistances [modifier]**

---

Le glyphosate s'est d'abord montré extrêmement efficace, puis sont peu à peu apparues des souches de mauvaises herbes résistantes. Les cultures OGM résistantes au glyphosate, surtout développées aux États-Unis à la fin des années 1990, ont contribué à une augmentation de l'usage du glyphosate dans les parcelles OGM (93 % des surfaces en soja aux USA en 2006). Ce sont en 2007 sept adventices qui ont produit des souches résistantes à ce pesticide, dont *Ambrosia trifida* (l'Ambrosie trifide ou Grande Herbe à poux) trouvée dans l'Ohio et l'Indiana, qui est une plante qui s'installe facilement dans le soja, occasionnant jusqu'à 70 % de diminution de rendement<sup>34</sup>. En France, l'INRA de Dijon a confirmé en 2007 un premier cas de résistance au glyphosate d'une espèce végétale : l'ivraie raide (*Lolium rigidum*)<sup>35</sup>.

Certains craignent aussi que, par hybridation, des crucifères sauvages acquièrent le transgène de résistance au Glyphosate, et ne puissent plus être désherbés dans les champs ou bords de route par les désherbants totaux basés sur le glyphosate....

Article complet avec références à lire sur <http://fr.wikipedia.org/wiki/Glyphosate>

## **Modification génétique** ou **manipulation génétique** - Sélection du traducteur

---

### **Qu'est-ce qu'une modification génétique?** - Extrait d'une documentation 'Santé Canada'

« On entend par **modification génétique** toute modification des caractéristiques héréditaires d'un organisme produite par manipulation intentionnelle.

Les caractéristiques d'un organisme sont codées dans son matériel génétique (ADN ou ARN). Ce matériel génétique est organisé en unités individuelles appelées gènes. On produit une modification génétique en modifiant le code ou la structure du matériel génétique d'un organisme.

Ces modifications peuvent être obtenues par des techniques de recombinaison des acides nucléiques qui consistent à introduire un ou plusieurs gènes d'une espèce dans une autre espèce non parente (c'est ce qu'on appelle habituellement le **génie génétique**). Une autre technique de modification, la **mutagenèse artificielle**, consiste à traiter les cellules d'un organisme au moyen d'agents extérieurs (p. ex., rayons UV, certains produits chimiques) afin de modifier son matériel génétique.

Depuis longtemps, des méthodes de sélection et d'amélioration sont utilisées par les agriculteurs pour transférer des caractéristiques recherchées d'une variété à une autre. Les techniques modernes de **modification génétique** permettent aux scientifiques de transférer d'une espèce à une autre, plus rapidement et avec plus de précision, le matériel génétique à l'origine de ces caractéristiques ».

Source [http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/gmf-agm/fs-if/faq\\_4-fra.php#a1](http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/gmf-agm/fs-if/faq_4-fra.php#a1)

---

### **Modifications génétiques : 10 signes que notre monde ressemble à un mauvais film de science-fiction**

30 juillet 2011 - Dans la rubrique [Horreur de la situation](#) - (Source : [End Of The American Dream](#) - Traduction libre et partielle : État du Monde, État d'Être)

Saviez-vous qu'aujourd'hui les scientifiques créent des souris qui piaulent comme des oiseaux, des chats phosphorescents, des « saumons monstres », des hybrides vache/humain, porc/humain et même souris/humain?

La définition même de la vie sur Terre change sous nos yeux à un rythme effarant. Plusieurs scientifiques croient que les modifications génétiques sont la solution à la famine dans le monde ainsi qu'aux diverses maladies...

Commentaire :

La famine dans le monde n'a nul besoin de manipulation génétique, elle a simplement besoin qu'on s'en occupe! [Unicef préfère vacciner plutôt que de nourrir les enfants africains](#). Ce sont nos \$ donation\$ qui contribuent à cet état des choses. Idem pour les maladies : Big Pharma est un business et s'il n'y avait pas de malades, il n'y aurait pas de business. Le discernement est à l'ordre du jour. J'écourte l'article et vous présente la liste du « top 10 » :

[...]

**#1** En Chine, les scientifiques ont inséré des gènes humains dans l'ADN d'embryons de vaches. À ce jour, environ 200 vaches hybrides ont été créées avec succès. Ces vaches produisent du lait [virtuellement identique](#) au lait maternel humain. Les scientifiques espèrent obtenir de larges troupeaux de ces vaches afin de produire une alternative au lait maternel humain et ils espèrent que ce « lait » se vendra sur le marché [d'ici 3 ans](#).

**#2** Au Canada, des scientifiques de l'Université du Guelph dans la province de l'Ontario ont créé ce qu'ils appellent des « [enviroporc](#) ». Ces « enviroporcs » ont reçu des gènes de souris et, selon les scientifiques, ils produisent ainsi moins de phosphore dans leurs selles et sont donc étiquetés « bons pour l'environnement ». Les autorités du Canada et des États-Unis évaluent la possibilité d'admettre ces « enviroporcs » sur le marché de l'alimentation.

**#3** Des scientifiques japonais ont créé une souris génétiquement modifiée qui piaule comme un oiseau.

**#4** Une compagnie étatsunienne peut désormais produire de très musclés « saumons monstres » qui peuvent grandir jusqu'à trois fois plus rapidement qu'un saumon normal.

**#5** Nous pouvons maintenant produire des chats qui illuminent dans le noir. Un chat génétiquement modifié créé par un scientifique dénommé Green Genes (un mélange de [Greenbaum](#) et de gènes, son nom lui va bien!) a été [le premier chat phosphorescent aux États-Unis](#). Mais notre ami Green n'a pas créé le premier chat phosphorescent, l'horreur..., je veux dire l'honneur revient à des scientifiques sud-coréens.

**#6** Au Japon, des scientifiques qu'ils pouvaient faire croître des organes de rats à l'intérieur de souris. Ils espèrent, en utilisant la même technologie, [faire croître des organes humains dans des porcs](#).

**#7** Le Japon n'est pas le seul à effectuer ce genre de recherches. Au Missouri, des êtres hybrides mi-humain, mi-porc sont produits dans le but de fournir des organes pour les transplantations (humaines).

**#8** Des scientifiques du Rockefeller University ont injecté des gènes humains dans des souris. C'est « souris humaines » sont utilisées afin d'étudier la contagion du virus de l'hépatite C.

**#9** Des scientifiques étatsuniens ont découvert qu'ils pouvaient faire croître des organes humains à « partir de rien ». Voici une courte citation d'un [récent article du Newsweek](#) :

*Ça semblera de la science-fiction, mais produire des organes à partir de rien est déjà une réalité. En plus de vessies [NdT. : "bladders"], les scientifiques ont développé de la peau, des os, des cartilages, des cornées, des trachées, des artères et des urètres.*

**#10** Croyez-le ou non, une compagnie au Canada connu sous le nom de Nexia a modifié génétiquement des chèvres afin de les rendre en partie des araignées. Ces « chèvres-araignées » produisent des protéines de soie (venant des toiles d'araignées) dans leur lait. Ces protéines de soie sont ensuite extraites, purifiées et utilisées afin de créer une fibre incroyablement résistante. Cette fibre est apparemment plus durable que le Kevlar, plus flexible que le nylon et plus robuste que l'acier.

Aussi inquiétant que cela puisse sembler, la vérité est que les modifications génétiques des plantes vont beaucoup plus loin que celles des animaux.

Aujourd'hui, environ 95% des graines de soja et 80% du maïs aux États-Unis [ont été génétiquement modifiés](#).

De plus en plus de faits et d'études suggèrent que les aliments génétiquement modifiés [altèrent notre système digestif](#).

Savons-nous réellement ce que nous devons à savoir au sujet des aliments génétiquement modifiés? [...] Nous altérons de façon permanente la nature des choses. Est-ce réellement une bonne idée? [...]

De nos jours, même les étudiants collégiaux transplantent des gènes et créent de nouvelles formes de vie. Le tabou semble être levé quant au fait de jouer avec la nature de la vie. Le domaine de la « biologie synthétique » en est un très chaud en ce moment et un grand nombre de petites compagnies « créent » de nouvelles plantes, de nouveaux animaux et de nouveaux micro-organismes dans leur sous-sol, et ce, dans le monde entier. Qu'est-ce que le futur nous réserve?

Source : <http://etat-du-monde-etat-d-etre.net/du-reste/horreur-de-la-situation/modifications-genetiques-10-signes-que-notre-monde-ressemble-a-un-mauvais-film-de-science-fiction>

## **OGM = Organisme Génétiquement Modifié** - Introduction d'un article de Wikipédia

---

Un **organisme génétiquement modifié (OGM)** est un organisme vivant dont le [patrimoine génétique](#) a été modifié par l'Homme. Suivant les législations, les moyens permettant ces modifications vont de la [sélection](#) aux méthodes de [génie génétique](#). Ces dernières méthodes permettent de modifier des organismes par [transgénèse](#), c'est-à-dire l'insertion dans le [génom](#)e d'un ou de plusieurs nouveaux [gènes](#). Un « organisme transgénique », terme qui désigne les organismes qui contiennent dans leur génome des gènes « étrangers », est donc toujours un organisme génétiquement modifié, l'inverse n'étant pas toujours vrai.

La mise en œuvre de transgénèses permet un transfert de gènes héréditaires<sup>1</sup> entre [espèces](#) évolutivement très séparées (par exemple un [gène prélevé sur le ver luisant](#) et transféré chez le taureau<sup>2</sup>). L'aspect novateur de ces nouvelles [techniques](#) ainsi que leurs applications potentielles, notamment dans les secteurs médical et agricole, ont engagé une réflexion [éthique](#)<sup>3</sup>. Au sein des [biotechnologies](#), les OGM sont un domaine de recherche qui fait depuis les [années 1990](#) l'objet de nombreux investissements en [recherche et développement](#) à partir de financements tant publics que privés.

Si certains OGM peuvent présenter des risques, principalement vis-à-vis de la [santé](#) (production de [molécules](#) non désirées) ou de l'[environnement](#) (dissémination non désirée de [gènes](#)), certaines organisations scientifiques internationales, et notamment le [Conseil international pour la science](#), affirment que les OGM commercialisés ne sont pas dangereux pour la santé humaine, et que les risques de dissémination sont correctement contrôlés. D'autres, par exemple le [Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique \(CRIIGEN\)](#), en [France](#), ou le Independent Science Panel<sup>4</sup>, au [Royaume-Uni](#), estiment que les études auxquelles les organismes d'accréditation font références sont insuffisantes, et que dans le domaine des cultures en plein champ les précautions prises ne permettent pas d'éviter la pollution génétique de l'environnement. Elles sont relayées en ce sens par les partisans du [mouvement anti-OGM](#).

Inexistantes en 1993, les [surfaces cultivées OGM](#) (soja, maïs, coton, etc.) sont en perpétuelle expansion et avoisinent en 2009 les 134 millions d'hectares, »<sup>5</sup>, soit plus de 9 % du milliard et demi d'hectares de terres cultivées.<sup>6</sup>

En mai 2010, le journal *Science* rapporte la réalisation du premier organisme dont l'intégralité du génome a été synthétisée par des scientifiques. Il ne s'agit pas d'une « création » en tant que telle mais de la fabrication artificielle d'un génome déjà existant<sup>7,8</sup>.

Article complet sur [http://fr.wikipedia.org/wiki/Organisme\\_g%C3%A9n%C3%A9tiquement\\_modifi%C3%A9](http://fr.wikipedia.org/wiki/Organisme_g%C3%A9n%C3%A9tiquement_modifi%C3%A9)

---

## Principe de précaution – Introduction d'un article de Wikipédia



**Cet article ne donne pas suffisamment de références** (septembre 2007). Si vous disposez d'ouvrages ou d'articles de référence ou si vous connaissez des sites web de qualité traitant du thème abordé ici, merci de compléter l'article en donnant les références utiles à sa vérifiabilité et en les liant à la section « Notes et références ». ([Modifier l'article](#))



**Cet article doit être recyclé**. Une réorganisation et une clarification du contenu sont nécessaires. Discutez des points à améliorer en [page de discussion](#).

Le principe de précaution est formulé pour la première fois en [1992](#) dans le Principe 15 de la [Déclaration de Rio](#) : « En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement. ».

En [France](#), la [loi Barnier](#) de 1995 précise que « l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances [scientifiques](#) et [techniques](#) du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ». La France a ajouté à la définition de Rio les notions de réaction proportionnée et de *coût économiquement acceptable*.

Son interprétation est difficile et controversée. Au sens juridique du terme, le **principe de précaution** provient du [droit de l'environnement](#) et du [droit de la santé](#), ayant été développé suite à des affaires telles que celle du [sang contaminé](#) ou de la « [vache folle](#) »<sup>1</sup>.

Ce principe existait à différents degrés dans les [chartes](#) et les [conventions internationales](#) comme dans certaines lois nationales. C'est dans le domaine de la [santé environnementale](#) (par exemple la question du [réchauffement climatique](#) ou des [zoonoses](#) ou [maladies émergentes](#)) qui fournissent l'essentiel des sujets d'inquiétudes « graves » et « irréversibles », et donc de la matière d'application de ce principe, mais la crise économique a aussi reposé la question de la précaution dans la gouvernance de l'[économie](#), des [bourses](#) et des [banques](#).

## Sommaire

- [1 Prudence, prévention et précaution](#)
  - o [1.1 Historique européen et mondial](#)
  - o [1.2 En France](#)
  - o [1.3 Extension à la santé publique et à l'alimentation](#)
  - o [1.4 Extension au domaine du risque économique](#)
- [2 Limites et critiques du principe de précaution](#)
- [3 Champs d'application du principe de précaution](#)
- [4 Approches alternatives des risques concernés par le principe de précaution](#)
  - o [4.1 La théorie du risque et le principe de précaution](#)
  - o [4.2 Principe de précaution et progrès scientifique](#)
  - o [4.3 Application en France](#)
  - o [4.4 Autres pays](#)
- [5 Notes et références](#)
- [6 Bibliographie](#)
- [7 Voir aussi](#)
  - o [7.1 Sur les concepts](#)
  - o [7.2 Sur les risques](#)
  - o [7.3 Aspects juridiques](#)
  - o [7.4 Liens externes](#)
  - o [7.5 Ressources audiovisuelles](#)

Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Principe\\_de\\_pr%C3%A9caution](http://fr.wikipedia.org/wiki/Principe_de_pr%C3%A9caution)

## Principe de précaution - Document officiel de l'Union Européenne

Le principe de précaution permet de réagir rapidement face à un possible danger pour la santé humaine, animale ou végétale, ou pour la protection de l'environnement. En effet, dans le cas où les données scientifiques ne permettent pas une évaluation complète du risque, le recours à ce principe permet, par exemple, d'empêcher la distribution ou même de retirer du marché des produits susceptibles d'être dangereux.

## ACTE

Communication de la Commission du 2 février 2000 sur le recours au principe de précaution [[COM\(2000\) 1](#) final - Non publié au journal officiel].

## SYNTHÈSE

Le principe de précaution est mentionné dans l'article 191 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (UE). Il vise à garantir un niveau élevé de protection de l'environnement grâce des prises de décision préventives en cas de risque. Toutefois, dans la pratique, le champ d'application du principe est beaucoup plus large et s'étend également à la politique des consommateurs, à la [législation européenne concernant les aliments](#), à la santé humaine, animale et végétale.

Ainsi, la présente communication établit des **lignes directrices communes** concernant l'application du principe de précaution.

La définition du principe doit également avoir un impact positif au niveau international, afin de garantir un niveau approprié de protection de l'environnement et de la santé dans les négociations internationales. En effet, il a été reconnu par différentes conventions internationales, et il figure notamment dans l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

### ***Le recours au principe de précaution***

Selon la Commission, le principe de précaution peut être invoqué lorsqu'un phénomène, un produit ou un procédé peut avoir des effets potentiellement dangereux, identifiés par une évaluation scientifique et objective, si cette évaluation ne permet pas de déterminer le risque avec suffisamment de certitude.

Le recours au principe s'inscrit donc dans le cadre général de l'**analyse du risque** (qui comprend, en dehors de l'évaluation du risque, la gestion du risque et la communication du risque), et plus particulièrement dans le cadre de la **gestion du risque** qui correspond à la phase de prise de décision.

La Commission souligne que le principe de précaution ne peut être invoqué que dans l'hypothèse d'un risque potentiel, et qu'il ne peut en aucun cas justifier une prise de décision arbitraire.

Le recours au principe de précaution n'est donc justifié que lorsque **trois conditions préalables** sont remplies:

- l'identification des effets potentiellement négatifs;
- l'évaluation des données scientifiques disponibles;
- l'étendue de l'incertitude scientifique.

### ***Les mesures de précaution***

Les autorités chargées de la gestion du risque peuvent décider d'agir ou de ne pas agir, en fonction du niveau de risque. Si le risque est élevé, plusieurs catégories de mesures peuvent être adoptées. Il peut s'agir d'actes juridiques proportionnés, du financement de programmes de recherche, de mesures d'information du public, etc.

### ***Les lignes directrices communes***

Trois **principes spécifiques** doivent guider le recours au principe de précaution:

- une évaluation scientifique aussi complète que possible, et la détermination, dans la mesure du possible, du degré d'incertitude scientifique;
- une évaluation du risque et des conséquences potentielles de l'absence d'action;
- la participation de toutes les parties intéressées à l'étude de mesures de précaution, dès que les résultats de l'évaluation scientifique et/ou de l'évaluation du risque sont disponibles.

De plus, les **principes généraux** de la gestion des risques restent applicables lorsque le principe de précaution est invoqué. Il s'agit des cinq principes suivants:

- la proportionnalité entre les mesures prises et le niveau de protection recherché;
- la non-discrimination dans l'application des mesures;
- la cohérence des mesures avec celles déjà prises dans des situations similaires ou utilisant des approches similaires;
- l'examen des avantages et des charges résultant de l'action ou de l'absence d'action;
- le réexamen des mesures à la lumière de l'évolution scientifique.

### **La charge de la preuve**

Dans la plupart des cas, les consommateurs européens et les associations qui les représentent doivent démontrer le danger associé à un procédé ou à un produit mis sur le marché, sauf pour les médicaments, les pesticides ou les additifs alimentaires.

Pourtant, dans le cas d'une action prise au titre du principe de précaution, il peut être exigé du producteur, du fabricant ou de l'importateur, qu'il prouve l'absence de danger. Cette possibilité doit être examinée au cas par cas. Elle ne peut être étendue de façon générale à l'ensemble des produits et des procédés mis sur le marché.

Dernière modification le: 12.04.2011

### **Voir aussi**

- Pour plus d'informations sur le principe de précaution, consultez la page de la direction générale Santé et protection des consommateurs ([EN](#))

Source : [http://europa.eu/legislation\\_summaries/consumers/consumer\\_safety/l32042\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/consumers/consumer_safety/l32042_fr.htm)

**"Le principe de précaution oblige à exagérer la menace"** - reprise d'un article du journal *Le Monde* | 09.01.10 | 13h31 • Mis à jour le 19.01.10

Philosophe du risque, [François Ewald](#) est professeur titulaire de la chaire d'assurances du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et directeur de l'Ecole nationale d'assurances. Ancien assistant de [Michel Foucault](#) au Collège de France, il a fondé l'observatoire du principe de précaution qu'il préside et vient de [coordonner](#) un ouvrage collectif "Aux risques d'innover" (éditions Autrement). Il décrit l'origine de ce principe de gestion de risques et les possibles dérives de son utilisation.

### **Le principe de précaution s'est imposé comme principe cardinal de gestion de crise en France. Comment [expliquer](#) cette évolution ?**

Dans sa définition originelle, c'est un principe de gestion environnementale et non un principe de gestion de crise. Il apparaît en Allemagne à la fin des années 1960 ("*Vorsorgeprinzip*"). Les Allemands vont le [décliner](#) selon trois dimensions : [éviter](#) les dangers immédiats, [prévenir](#) les risques de moyen terme et [avoir](#) une gestion optimale, à long terme, des ressources naturelles. Il va ensuite [prospérer](#) sur le plan international en devenant une figure imposée de tous les traités



internationaux en matière d'environnement - le premier acte important étant le Sommet de la [Terre de Rio](#) en 1992.

### ***Etait-ce une conception nouvelle de l'action des pouvoirs publics ?***

Pas du tout. L'idée que les autorités en charge de la police administrative doivent [faire](#) preuve de précaution dans l'exercice de leur charge date du XVII<sup>e</sup> siècle. On en retrouve trace dans le *Traité de la police*, de Nicolas de La Mare (1707), dans lequel la police de l'environnement est déjà inscrite (gestion de l'eau, de l'air, des déchets...). Sans [parler](#) strictement de principe de précaution, on retrouve la même notion dans la loi sur les communes de 1884 qui définit les devoirs du maire. Avec le principe de précaution, on réactive donc de vieilles notions dans un contexte d'événements nouveaux. Mais nous ne sommes pas à l'origine d'une interrogation qui, de Aristote à Hegel en passant par les jansénistes, est aussi vieille que la morale et la décision en situation d'incertitude.

### ***En France, quand apparaît le principe de précaution ?***

Jusqu'au [Sommet de Rio](#), la France reste étrangère au débat. Les Français ne sont pas pionniers en la matière, ils prennent le train en marche : la première législation qui inscrit le principe de précaution, la loi Barnier de 1995, ne suscite à l'époque quasiment aucun débat. Par contre, l'inscription de ce principe dans la Constitution, au niveau des valeurs fondatrices de la République, avec la Charte de l'environnement de 2005, a fait [prendre](#) une longueur d'avance à la France.

### ***Mais en France, le principe de précaution s'est surtout fait [connaître](#) à l'occasion des crises sanitaires...***

Tout à fait, et c'est une spécificité française. Dans notre pays, le principe de précaution a d'abord été entendu comme principe de responsabilité de l'Etat, notamment à l'occasion de l'affaire du sang contaminé. Ce principe a été réfléchi en fonction des responsabilités qu'il pourrait [engager](#). Il est devenu à la fois un épouvantail et un principe de couverture. En [faire](#) trop semble vous [protéger](#) d'une mise en cause éventuelle. J'ajoute qu'il y a deux manières différentes d'[envisager](#) le principe de précaution : soit on considère qu'il s'agit d'un processus de délibération qui ne préjuge pas de la décision finale - en situation d'incertitudes, j'analyse tous les paramètres et j'opte pour la solution la plus adaptée ; soit j'interprète le principe de précaution en décidant qu'à [partir](#) du moment où il y a une incertitude, je suspends toute action, j'omets d'[agir](#) : c'est la logique du moratoire. Sous le label "principe de précaution", on trouve toutes les utilisations.

### ***Comment [expliquer](#) cette diversité d'usages ?***

Le principe de précaution est toujours lié à la défense d'un système de valeurs précis. Si vous considérez que la santé n'est pas une valeur qui doit [être](#) hautement protégée, alors il n'y a pas de précaution particulière à [prendre](#) en matière sanitaire. Les choix faits par Roselyne Bachelot dans le cas du risque H1N1 supposent que la société veut se [protéger](#) au maximum, que le décès d'une seule personne devrait [pouvoir être](#) évité. Si vous vous appelez Marc Gentilini ou Bernard Debré, que vous êtes médecin, que vous voyez beaucoup de gens [mourir](#) et que vous relativisez les situations, vous ne donnez pas au principe de précaution la même interprétation. Une association écologiste qui se bat contre une société qui fabrique des OGM va surpondérer la protection de l'environnement face aux bénéfices potentiels d'un progrès technique. Nous sommes donc, en réalité, dans une bataille de valeurs.

### ***Jugez-vous excessive la gestion de la crise de la grippe A par le gouvernement ?***

Mais le principe de précaution est en soi-même excessif ! Il commande de [donner](#) le plus grand poids au plus petit risque. Il oblige à [exagérer](#) la menace. On ne peut pas [faire](#) le reproche à M<sup>me</sup> Bachelot d'[avoir](#) engagé une démarche de précaution, notamment au début de la crise : les informations en provenance de l'Organisation mondiale de la santé étaient très alarmistes. Vient ensuite, logiquement, la phase de la déception. Le temps passe. On découvre que les choses ne sont pas comme on les avait imaginées. Il faut alors s'[adapter](#). C'est ce que tente de [faire](#), sous des critiques qui ne sont pas toujours honnêtes, M<sup>me</sup> Bachelot.

Il faut bien [voir](#) que, dans une conjoncture de précaution, les politiques ne gèrent pas seulement le risque objectif, difficile à [établir](#) scientifiquement en raison du manque de connaissances, mais aussi le risque subjectif, créé par l'imaginaire collectif autour de la menace. La dimension de la communication, la gestion des craintes absorbent la gestion du risque "réel". Les communicateurs prennent les choses en main et les politiques sont liés.

### **Comment analysez-vous le fait que la population n'ait pas adhéré à la campagne de vaccination ?**

On assiste dans cette crise au croisement de deux logiques : une logique étatique classique, vaccinale et préventive, qui suppose que tout le monde va [obéir](#) aux prescriptions d'hygiène publique. Et une logique presque postmoderne selon laquelle on ne peut pas [gouverner](#) les gens par obligation parce qu'ils décident de ce qu'ils font, en fonction de l'information qu'ils reçoivent et de leurs propres jeux de valeurs. C'est une des dialectiques du principe de précaution : il ne conforte pas la légitimité du [pouvoir](#) de l'Etat, il disperse la décision au niveau des individus.

Cette gestion de crise révèle une situation éminemment contemporaine. L'Etat est pris dans cette double obligation d'[avoir](#) à [offrir](#) tous les moyens pour la vaccination alors que les moyens seront utilisés librement par chacun. D'une certaine manière, le prix des vaccins en trop, c'est le prix de la liberté des gens ! Car s'ils voulaient se [faire vacciner](#) et que vous n'aviez pas les doses correspondantes, ils vous le feraient [payer](#) très cher.

### **Quelle leçon [tirer](#) pour une prochaine crise sanitaire ?**

L'application, demain, du principe de précaution a toutes les chances de [passer](#) par les mêmes phases : excès dans l'évaluation de la menace, puis déception.

### **Qu'est-ce que cela veut [dire](#) de la société d'aujourd'hui ?**

Avec le principe de précaution, on revient sur cette ascèse chère aux philosophes du XVIII<sup>e</sup> selon laquelle un jugement juste devrait [être](#) dépassionné. Nous revendiquons un nouvel usage des émotions, de la peur en particulier, qui ne préserve pas de l'erreur. Le principe de précaution, loin de [renforcer](#) l'autorité de l'Etat, l'affaiblit et finalement prive la décision publique de sa légitimité. Enfin, en raison de l'exagération des émotions qui le constitue, il tend à [placer](#) la société dans une situation de crise, d'urgence permanente comme on le constate par exemple avec la question du climat.

Cela témoigne d'un changement de paradigme politique, à une sorte d'hyperdémocratie des individus qui est fort préoccupante. Car on ne voit plus ce qui, dans un tel monde de dispersion des valeurs et des passions, pourrait [rassembler](#) les individus déboussolés.

Propos recueillis par Cécile Prieur. Source Le Monde Planète sur [http://www.lemonde.fr/epidemie-grippe-a/article/2010/01/09/le-principe-de-precaution-oblige-a-exagerer-la-menace\\_1289598\\_1225408.html](http://www.lemonde.fr/epidemie-grippe-a/article/2010/01/09/le-principe-de-precaution-oblige-a-exagerer-la-menace_1289598_1225408.html)

**Roundup** – Extraits d'un article de Wikipédia

---

**Roundup** est une [marque](#) d'[herbicides](#) produits par la compagnie [américaine Monsanto](#). La molécule active mentionnée sur le produit est le [glyphosate](#). C'est un herbicide non-sélectif d'où le qualificatif d'« herbicide total », utilisé en [épandage](#) notamment. C'est un produit irritant et toxique, commercialisé depuis 1975. Son usage massif par les agriculteurs depuis la fin des [années 1990](#) a conduit à l'apparition de mauvaises herbes résistantes au glyphosate<sup>1</sup>.

#### **Utilisation** [[modifier](#)]

---

Ce produit est un [herbicide systémique](#), il pénètre à travers les organes aériens de la plante, et migre de son point de pénétration jusqu'aux points de croissance ([apex](#), [méristèmes](#)) à travers toute la plante ([tige](#), [feuilles](#), [racines](#)). Le glyphosate, sa matière active, bloque la synthèse des acides aminés aromatiques au niveau de tous les organes de réserve (feuille, [rhizome](#), [bulbe](#))<sup>2</sup>. Lors du traitement, le glyphosate est efficace même si la pulvérisation n'a atteint qu'une partie de la plante. Ce produit peut-être utilisé associé à des cultures [génétiquement modifié](#) pour y résister, comme le soja *Roundup Ready*.

Sur des grandes surfaces de culture il peut être diffusé par épandage aérien. Il est aussi couramment utilisé comme désherbant domestique et urbain.

Ce produit est un herbicide non sélectif.

#### **Toxicité** [[modifier](#)]

---

Les produits Roundup contiennent plusieurs substances : la [substance active](#) qui est le [glyphosate](#), et des substances dites « inertes » telles que le POEA (polyethoxylated tallowamine), AMPA, ou l'isopropylamine ; ces substances peuvent varier suivant le produit commercial.

Une étude de l'[université de Caen](#)<sup>3</sup>, publiée dans *Chemical Research in Toxicology* fin décembre 2008, met en évidence l'impact de diverses formulations et constituants de cet herbicide sur des lignées cellulaires humaines (cellules néonatales issues de sang de [cordon](#), des cellules [placentaires](#) et de [rein d'embryon](#)). Les auteurs signalent diverses atteintes de ces cellules humaines (nécrose, asphyxie, dégradation de l'ADN...), induites soit par le glyphosate, soit par un produit de sa dégradation (AMPA), soit par un adjuvant (POEA) qui facilite son incorporation par les plantes cibles, soit par des formulations commerciales de l'herbicide<sup>4,5</sup>. Cette étude a été critiquée par l'AFSSA notamment pour des raisons méthodologiques et pour l'interprétation des résultats fin mars 2009. L'agence estime que « les auteurs [de l'étude] sur-interprètent leurs résultats en matière de conséquences sanitaires potentielles pour l'homme, notamment fondées sur une extrapolation in vitro-in vivo non étayée »<sup>6</sup>.

Source de l'article complet <http://fr.wikipedia.org/wiki/Roundup>

---

#### **QU'EST CE QU'UNE PLANTE ROUND UP READY ?**

par [Inf'OGM](#), février 2003

Le Round Up est un herbicide dont le principe actif est le glyphosate. Produit phare mis au point par Monsanto et qui constitue encore 40% de son chiffre d'affaire . Le brevet le protégeant est tombé dans le domaine public en 2000. Cette molécule est un herbicide à large spectre destiné à tuer

toutes les plantes (adventices ET plantes cultivées). Pour agir, le glyphosate doit pénétrer dans la « mauvaise » herbe par les parties vertes (en général par les feuilles). Il est ensuite transporté par la sève dans toute la plante (des feuilles aux racines) jusqu'aux organes de croissance. C'est à ce niveau qu'il va inhiber la synthèse des acides aminés nécessaires à l'élaboration des cellules. Une plante Round Up Ready est une plante transgénique capable de résister à cette action du glyphosate sur les plantes vertes. Ainsi, un champ de plantes Round Up Ready pourra être traité avec de l'herbicide Round Up sans que la culture soit atteinte. L'entreprise Monsanto, qui commercialise ces plantes, a ainsi compensé la perte de son brevet sur le Glyphosate, en mettant en vente les plantes résistantes à cet herbicide, en brevetant ces plantes, et en vendant le Round up avec, le tout avec un contrat obligeant cette vente liée. La toxicité du Round Up (ou Glyphosate) a souvent été mise en cause. La matière active glyphosate ne serait pourtant pas la cause première de la toxicité du Roundup, mais plutôt les ingrédients « inertes ». Parmi ceux-ci, on a identifié l'agent surfactant tallowamine polyéthoxylée (POEA), des acides organiques voisins du glyphosate, de l'isopropylamine. Ces composés inertes sont responsables d'intoxications aiguës chez des patients en ayant ingéré. Dans l'environnement, les composants du sol absorbent le glyphosate. C'est ainsi qu'on en a trouvé des traces dans des laitues, des carottes, de l'orge semés un an après le traitement, dans les eaux en Bretagne....

Source : <http://www.infogm.org/spip.php?article962>

---

**Révolution doublement verte** - Sélection de références par le traducteur

### **LA REVOLUTION DOUBLEMENT VERTE - ECONOMIE ET INSTITUTIONS**

Reprise d'un article CIRAD 1996 - Par Michel Griffon et Jacques Weber

Texte publié initialement par le Cirad, 1996 : "la Révolution Doublement Verte". Colloque Futuroscope, et reproduit ici avec l'autorisation des auteurs.

La Révolution Verte a tenté de lutter contre la pauvreté et la pénurie alimentaire par la sélection variétale et le forçage des systèmes de production - par l'utilisation massive d'engrais et de pesticides - sur des écosystèmes modifiés. Ses résultats furent considérables, mais limités à des pays à fort potentiel de production, à excès d'eau et fortes densités de populations.

Le concept de Révolution Doublement Verte consiste à passer d'une logique de développement agricole fondée sur la maîtrise des milieux à une autre, fondée sur la connivence avec les écosystèmes : jouer avec, non contre la variabilité des systèmes, mettre en pratique dans l'agriculture la connaissance accumulée par l'écologie scientifique.

Lire l'article complet sur le site suivant : [http://www.biodiversite2007.org/article.php3?id\\_article=148](http://www.biodiversite2007.org/article.php3?id_article=148)

### **Revue de Presse. Mission Agrobiosciences**

**Michel Griffon : Double interview pour une révolution "doublement verte".** (Article revue de presse)  
20 novembre 2006, Le Figaro et La Terre

Dans cette rubrique

[Du débat sur la possible ouverture de la chasse au loup](#)

----- [Pol](#)



Copyright [www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org)

« **Nourrir la planète** », l'ouvrage de [Michel Griffon](#), suscite un intérêt tous azimuts dans la presse. L'agronome et économiste, invité en 2003 à Marciac par la Mission Agrobiosciences pour développer sa vision sur la [façon de nourrir 9 milliards à l'horizon en 2050](#), est interrogé à la fois par Le Figaro et l'hebdomadaire La Terre sur son concept de « révolution doublement verte ». « Il reste encore une pauvreté « malthusienne », due à la rareté de la terre pour une paysannerie nombreuse qui n'a pas accès aux outils d'une agriculture plus productive », confie Michel Griffon à [l'hebdomadaire agricole communiste](#), dirigé par André Lajoinie.

Il évoque également l'existence « d'un véritable « sous-prolétariat » paysan », notamment en Amérique Latine. Dans [Le Figaro](#), Michel Griffon rappelle que la révolution verte, « version tropicale de ce que nous avons connu en Europe après la guerre », fut lancé en Inde dans les années 60 « avec l'appui des Américains qui craignaient que le pays bascule dans le communisme ». Il est interrogé par Yves Miserey sur « la solution à venir » des OGM pour nourrir l'humanité. Sans rejeter l'apport futur des manipulations génétiques, Michel Griffon rétorque qu'il y a « aussi de nombreuses solutions efficaces qui viennent du domaine de l'écologie scientifique ». L'agronome cite également de nouvelles techniques culturales, comme « le semis direct sur paillage qui se pratique de plus en plus au Brésil ». Sans rentrer dans les détails techniques, Michel Griffon explique à La Terre que le Brésil crée « un risque écologique gigantesque » en « détruisant une grande partie de l'Amazonie ». Interrogé davantage en tant qu'économiste qu'agronome par Denis Recoquillon, rédacteur en chef de La Terre, il plaide pour une agriculture « intensive en écologie et en connaissances mais économe en capital ». Le Figaro retient également la nécessité d'une « agriculture écologique intensive ».

Mission Agrobiosciences. revue de presse du 20 novembre 2006, Le Figaro et La Terre

### [Accéder à la totalité de la Revue de presse](#)

["Révolution verte, révolution doublement verte", document de base de la réflexion de Michel Griffon sur le site du CIRAD \(pdf\)](#)

[Lire les nombreux articles et publications autour de Michel Griffon édités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences](#)

[itique agricole et alimentaire de l'UE : alternatives à la PAC](#)

----- Co  
[mment rééquilibrer les aides agricoles en Europe ?](#)

----- La  
[politique agricole des Etats-Unis : quelles perspectives et quels enseignements pour la PAC ? \(annonce\)](#)

----- Viv  
[re avec les animaux. Une utopie pour le XXIè siècle](#)

----- La  
[lettre électronique de la Mission Agrobiosciences. Juillet 2011](#)

----- La  
[production agricole mondiale à l'horizon 2050 : comparaison de quatre prospectives \(note\)](#)

----- Mo  
[ndialisation de l'agriculture. Les grands défis du XXIème siècle.](#)

----- Qu  
[and la campagne est saisie par le patrimoine et l'écologie](#)

----- Ré  
[voltes arabes : premiers regards](#)

----- L'O  
[IE signe la fin de la peste bovine](#)

----- Ag  
[ricultures et alimentations dans un monde globalisé](#)

----- AM  
[AP, histoire et expériences](#)

----- L'a  
[griculture, entre politiques et paradoxes.](#)

----- La  
[lettre électronique de la Mission Agrobiosciences. Mai 2011](#)

## [Un exemple de semis direct sur paillage ou les cultures de couverture au Brésil sur le site de la FAO](#)

**Sur les thèmes de l'agriculture, on peut lire ces documents édités par la Mission Agrobiosciences :**

**Lire les actes des cafés-débats de Marciac :**

Lire la conférence [FAUT-IL EN FINIR AVEC LE DEVELOPPEMENT DURABLE ?](#) avec François de Ravignan.

Décortiquant l'histoire du développement, François de Ravignan nous rappelle l'évolution de ce terme qui s'est élevé au rang de doctrine et les différentes critiques historique, culturelle et écologique mettant à mal le concept. On ne sort pas indemne de la conférence de François de Ravignan. Sans devenir adepte de la décroissance, la démonstration permet, comme le disait Simone Weil, de « changer la direction de notre regard ».

Lire la conférence [AGRICULTURE ET MONDIALISATION. POURQUOI EST-IL VITAL POUR LES AGRICULTEURS D'ICI DE COMPRENDRE LES AGRICULTURES DU MONDE ?](#) de Marcel Mazoyer.

Marcel Mazoyer a été Chef du Département d'Economie et de Sociologie Rurales de l'INRA (1972-1975), Président du Comité du Programme de la FAO (1983-1993). Il est l'auteur, avec Laurence Roudart, d'une « Histoire des Agricultures du Monde » (Seuil).

Lire la conférence [GROUPE DE CAIRNS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT : ALLIÉS OU ADVERSAIRES DANS LES NÉGOCIATIONS AGRICOLES À L'OMC ?](#) de Karine Tavernier.

Chargée d'étude à Solagral. Spécialiste du commerce international, des échanges agricoles et des négociations de l'OMC. A l'heure de la mondialisation, des négociations de l'OMC et de la réforme de la PAC, Karine Tavernier s'est livrée à une brève analyse actualisée des négociations agricoles en cours et des positions exprimées par les différents groupes de pays.

Lire la conférence [QUELS DÉFIS ET QUELS PARIS POUR LE COMMERCE ÉQUITABLE ?](#) d'Alexis Krycève.

Directeur de marketing d'Alter Eco, société d'importation et de distribution de produits issus du commerce équitable. L'invité Alexis Krycève, sortant des postures manichéennes devait apporter des réponses claires sans évacuer la complexité des échanges internationaux.

Lire la conférence [LES PARADOXES DE L'AGRICULTURE DES ETATS-UNIS, CONQUÉRANTE ET FRAGILE](#) de Jean-Christophe Debar.

Jean-Christophe Debar est économiste. La politique agricole américaine votée en mai 2002 pose problème aux Européens, mais il faut examiner précisément ses tenants et ses aboutissants avant

de s'indigner. Dans quelle situation économique se trouvent les agriculteurs américains ? Comment sont-ils perçus par leurs concitoyens ? Quels sont les perspectives, leurs repères ? Pourquoi ont-ils un tel poids politique ?

Lire la conférence [EUROPE ET INTÉGRATION DES PAYS DE L'EST : FAUT-IL REDOUTER L'IMPACT DE LEURS DYNAMIQUES AGRICOLES ?](#)

d'Alain Pouliquen.

Alain Pouliquen. Economiste l'INRA. A l'heure de la mondialisation, des négociations dans le cadre de l'OMC et de la réforme de la PAC, Alain Pouliquen, directeur de recherche à l'Inra, auteur du rapport sur la " Compétitivité des secteurs agro-alimentaires des pays d'Europe centrale " à la Commission européenne, présentait à un auditoire attentif son point de vue sur les impacts globaux de l'intégration des pays de l'Est dans la communauté européenne.

Lire la conférence [AGRICULTURE BRÉSILIENNE : ÉTAT DES LIEUX ET GRANDS ENJEUX](#)

Elisio Contini, coordonnateur du Labex, le Laboratoire Extérieur franco-brésilien de l'Embrapa, Institut brésilien de recherche agro-pastorale (équivalent à l'Inra) implanté à Agropolis Montpellier.

A l'heure de la mondialisation, des négociations difficiles de l'OMC et de la réforme de la PAC, le Brésil était à l'ordre du jour. Football, samba et carnaval endiablé ? Qui n'a pas ces images du Brésil en tête ? Et pourtant ? Géant agricole en plein "boum", nation de contrastes et de contradictions, nouveau poids lourd des négociations internationales, ce pays suscite des interrogations dont l'état des lieux aurait nécessité des semaines de discussion ?

Lire la conférence [DES PRODUITS MADE IN CHINA SANS CONTREFAÇON ?](#)

Avec Marie Papaix, ingénieure agronome.

A l'heure où la France et l'Europe se cherchent des alliés à l'OMC pour défendre les Indications Géographiques (l'équivalent de nos appellations d'origine), la Chine présente un intérêt stratégique certain. Aidée par des experts français, n'a-t-elle pas commencé à mettre en place ce type d'appellation pour ses propres produits ? Reste à mesurer l'écart entre les intentions, la pratique et les habitudes culturelles de la Chine.

Lire la conférence [EVOLUTION DES ÉCHANGES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES MONDIAUX : QUELS PROBLÈMES EN PERSPECTIVE](#)

Michel Griffon, ingénieur agronome et économiste.

Comment la planète parviendra-t-elle à nourrir les neuf milliards d'habitants qu'elle comptera en 2050 ? Pour répondre à cette forte interrogation, Michel Griffon propose un raisonnement simple, sans jamais être simpliste.

Lire la conférence [QUELLE STRATÉGIE POUR LES PRODUITS DE TERROIR DANS UN CONTEXTE DE GLOBALISATION DES MARCHÉS ?](#)

Avec Jean-Louis Rastoin, ingénieur agronome, professeur à l'Agro Montpellier.

Ce soir là, dans le cadre des cafés-débats de Marciac organisés par la Mission Agrobiosciences en collaboration avec la Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers, Jean-Louis Rastoin abordait les conditions de valorisation et de viabilité des produits de terroir par rapport aux autres produits alimentaires dans un contexte de globalisation des marchés.

Lire la conférence [LA PÉNURIE DE L'EAU : L'ARAGON ENTRE IRRIGATION ET TERRES SÈCHES](#). Avec José Manuel Pomar, Ingénieur agronome, producteur dans la vallée de l'Ebre.

D'un côté, les « regadios », qui désignent les terres irriguées. De l'autre, les « secanos », où l'agriculture survit en terrains arides, cultivant l'orge et élevant des brebis.

Lire la conférence [QUELLE ÉVOLUTION POUR LES PAYSANS D'AFRIQUE NOIRE, DANS LE CADRE DE LA FIN D'UN MODÈLE COLONIAL DE DÉVELOPPEMENT ?](#). Avec Bernard Charlery de La Masselière, Professeur des Universités.

A l'heure de la mondialisation et des négociations de l'OMC, ce chapitre africain a été traité par Bernard Charlery de la Masselière, Professeur des Universités, enseignant-chercheur, du département Géographie à l'Université Toulouse-Le Mirail, mais aussi enseignant à l'École Supérieure d'Agronomie de Purpan, à l'Institut Universitaire de Technologie de Castres, à l'Université de Dschang (Cameroun), à l'Université du Burundi et à l'Université de Conakry (Guinée).

Lire la conférence [L'AGRICULTURE DES PAYS MÉDITERRANÉENS DU SUD, ENTRE CONQUÊTE DES MARCHÉS EUROPÉENS ET RÉPONSE AUX BESOINS DE SUBSISTANCE](#). Avec Gérard Gherzi, directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM) et Omar Bessaoud, enseignant-chercheur à l'IAMM.

A l'heure de la mondialisation, des négociations de l'OMC et de la réforme de la PAC, les pays méditerranéens s'étaient invités à notre table. Une fois n'est pas coutume : les fameux tapas qui précèdent les cafés-débats de Marciac étaient remplacés, ce soir d'octobre 2002, par un somptueux tajine. De quoi mieux faire corps avec l'idée forte que souhaitaient développer les deux conférenciers : les peuples de la méditerranée ont un patrimoine culturel commun qui justifie des solidarités importantes à développer.

### **Lire les Actes des Universités d'été de l'innovation rurale**

L'Université d'Été de l'Innovation Rurale est un rendez-vous national au coeur de l'été dans l'ambiance particulière du festival de "Jazz in Marciac" et des territoires ruraux du Sud-Ouest, pour instruire et débattre des sujets qui interpellent fortement notre société : le futur de l'agriculture, l'évolution de notre alimentation, la transformation



des territoires ruraux, les relations urbain-rural, le rôle des sciences du vivant. Un rendez-vous annuel où se côtoient des scientifiques, des enseignants, des élus, des professionnels, des acteurs issus du monde économique, associatif, culturel et du grand public.

### **Retour sur 10 ans d'Université d'été de l'Innovation rurale à Marciac**

Lire la conférence du 9 août 2000 : [CLAUDE FISCHLER : « QUAND LES CRISES ALIMENTAIRES RÉVEILLEN LES UTOPIES »](#).

Que signifient pour nous les crises alimentaires ? Quelles sont les inquiétudes qui nous saisissent ? On nous dit souvent qu'elles sont rationnelles ou irrationnelles. Peut-on formuler des jugements là-dessus ? De quelles données précises ou empiriques, de quelles études sur la perception de l'alimentation en général, et du danger en matière d'alimentation disposent-on ?

Lire la conférence Août 1998 : [PHILIPPE LACOMBE : « MARCHÉS AGRICOLES ET TERRITOIRES RURAUX »](#).

Dans le cadre de la 4ème Université d'Été de l'Innovation Rurale organisée par la Mission Agrobiosciences et la Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers, en 1998, Philippe Lacombe propose une lecture des rapports entre marchés agricoles et territoires ruraux.

Lire la conférence du 9 Août 2000 : [ALAIN TROUSSON : « LES CRITIQUES DE LA SCIENCE »... À PROPOS DES OGM](#).

En observant, y compris dans les magazines et à la télévision, la multiplicité des critiques notamment exprimées contre les OGM, le philosophe Alain Trousson (CNP), lors de l'Université d'été de Marciac en août 2000, montre qu'elles se réfèrent à deux modèles de critique de la science aujourd'hui réactivés, re-mobilisés et qui font, selon-lui, parfois l'objet de recombinaisons étonnantes.

Lire la conférence du 8 août 2001 : [PATRICK CHAMPAGNE : « JOURNALISME SCIENTIFIQUE. EFFETS MÉDIATIQUES : RÉFLEXIONS »](#).

Les scientifiques se plaignent fortement de la manière dont la science est médiatisée. Selon le sociologue de l'Inra Patrick Champagne, du Centre de sociologie de l'éducation et de la culture à la Maison des sciences de l'homme, on est aujourd'hui passé de la médiatisation de « La Science » à une information scientifique banale, qui obéit aux lois ordinaires de la production de l'information.

Lire la conférence d'août 1995 : [BERTRAND VISSAC : "DE LA GÉNÉTIQUE AUX TOTEMS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL »](#).

Bertrand Vissac nous a quitté le 31 août 2004 (Retrouvez l'hommage à Bertrand Vissac sur le site de la Mission

Agrobiosciences). Ce grand chercheur en zootechnie a traversé l'histoire de l'Inra depuis les années 50. Institut de recherche où, d'entrée de jeu, il a exercé de multiples fonctions et de très hautes responsabilités... Cette Intervention de Bertrand Vissac recèle un témoignage vivant sur l'expérience de la RCP Aubrac.

Lire la conférence du 8 août 2001 : [GUY RIBA : « LES ENJEUX DU PROGRAMME GÉNOPLANTE DANS LE CONTEXTE MONDIAL »](#).

Selon Guy Riba, directeur scientifique « Plantes et produits du végétal » à l'Inra, trois points clés identifient le contexte de la naissance du programme Génoplante : la montée en puissance des attentes du citoyen ; l'insertion de l'agriculture dans un contexte mondialisé et la montée en puissance, sans précédent, des sciences biologiques...

Lire la conférence du 8 août 2001 : [JEAN-DIDIER VINCENT : « LA MORALE DU GÈNE »](#).

Comment ne pas aborder, d'entrée de jeu, l'éternel débat qui oppose d'un côté les socio-philosophes, tenants de la liberté et de l'autonomie de la pensée et, de l'autre, ces « malheureux biologistes » accusés de tous les maux parce qu'ils aliènent la liberté de l'homme par un déterminisme mal compris. Lors de la 7ème Université d'été de l'innovation rurale de Marciac en août 2001, le neurobiologiste, Jean-Didier Vincent n'a pas manqué d'ironie.

Lire l'article de Jean-Claude Flamant édité en février 2005 : [UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'INNOVATION RURALE DE MARCIAC : DIX ANNÉES DE DÉBATS COLLECTIFS POUR MESURER LES FORCES DE TRANSFORMATION DU FUTUR \(PUBLICATION ORIGINALE\)](#).

« 10 années d'exploration sur le thème agriculture et société »...

Jean-Claude Flamant, fondateur de l'Université d'été de l'innovation rurale de Marciac et actuellement directeur de la Mission d'Animation des Agrobiosciences, nous propose de revenir dix années d'élaboration collective des conceptions sur l'évolution de l'agriculture et de ses fonctions au sein de la société et dans les territoires ruraux explorés lors de cette manifestation nationale.

Lire la conférence du 9 août 2000 : [DOMINIQUE DESJEUX : « FEMMES ET AGRICULTURE : ON N'A PAS LE MÊME PLAISIR QUE LES HOMMES À NOUS BATTRE »](#).

Intervention qui faisait suite à la conférence de Marie-Thérèse Lacombe, Alice Monier et Martine Dubos « Les femmes de l'agriculture : histoire d'une révolution silencieuse »- lors de la journée « Être de son temps à la campagne » de l'Université d'été de Marciac. Août 2000. « Les rapports hommes-femmes » sont aussi compliqués que les rapports « ruraux-urbains » affirme l'anthropologue Dominique Desjeux (Professeur à la Sorbonne) lors de son intervention à l'Université d'été de Marciac.

Lire la conférence du 9 août 2000 : [MARIE-THÉRÈSE LACOMBE, MARTINE DUBOS, ALICE MONIER : « LES FEMMES DE L'AGRICULTURE : HISTOIRE D'UNE RÉVOLUTION SILENCIEUSE... »](#).

Pour beaucoup, cette conférence à trois voix de femmes, reste l'événement de cette journée consacrée au thème « Être de son temps à la campagne » de l'Université d'été de Marciac en août 2000. Cette fresque historique, depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui, patiemment énoncée par plusieurs générations de femmes agricultrices avait pour intitulé « Les femmes , ferment de la modernité en milieu rural ».

Lire la conférence du 9 août 2000 : [GÉRARD TINÉ : « L'EFFET DUCHAMP AUX CHAMPS... »](#).

Intervention qui faisait suite à la Conférence de Jean-Pierre Estrampes « Un regard critique sur la modernité des villes »- lors de la journée « Être de son temps à la campagne » de l'Université d'été de Marciac. Sur la question des rapports « Villes-Campagnes », le plasticien Gérard Tiné relève que ce thème est une façon d'aborder sous l'angle du regard la question « Patrimoine et Modernité ».

Lire la conférence du 9 août 2000 : [JEAN-PIERRE ESTRAMPES : « UN REGARD CRITIQUE SUR LA MODERNITÉ DES VILLES »](#).

D'entrée de jeu, l'architecte, Jean-Pierre Estrampes, tient à lever ce qu'il nomme un fantasme, celui des grandes conurbations. Les mégapoles ou autre mégapoles n'existent, selon-lui, que dans l'imaginaire de certains géographes prédicateurs. Prenant l'exemple des désormais fameux « croissants fertiles » reliant les villes entre elles comme Milan à Barcelone ou Francfort à Lyon, Jean-Pierre Estrampes affirme qu'il s'agit d'illusions.

Lire la conférence du 9 août 2000 : [JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND : « LA SCIENCE EST-ELLE DÉMOCRATIQUE ? »](#).

Intervention de Jean-Marc Lévy-Leblond en réponse à la conférence du philosophe Alain Trousson « Les Critiques de la science » S'il existe bel et bien une critique de la science chez Marx et une critique de la démocratie chez Heidegger, tel que le montre Alain Trousson, l'écrivain et physicien Jean-Marc Lévy-Leblond se refuse à conclure, lors de l'Université d'été de Marciac en Août 2000, que l'apologie de la démocratie conduit à une apologie de la science.

Lire la conférence de Patrick Denoux, août 2004 : [LA MONOCULTURE CONDUIT À L'APPAUVRISSMENT. PSYCHOLOGIE INTERCULTURELLE ET AGRICULTURES](#).

Patrick Denoux,est maître de conférence en Psychologie interculturelle, Université Toulouse Le-Mirail. Pour conclure la 10ème Université d'été de Marciac "Dans le champ des agricultures du monde, quel destin pour les agricultures d'ici ?", co-organisée par la Mission Agrobiosciences, le point de vue de Patrick Denoux ou l'art de métisser humour et connaissance. Un moment de grande

intensité où l'orateur a su distiller des exemples bien choisis au fil d'un exposé savant. Patrick Denoux a vraiment le don d'éclairer notre relation aux autres cultures et ce en quoi elle influence notre destin.

Lire la conférence de Jean-Luc Mayaud : [REVENIR AU PAYSAN, C'EST RETOURNER AVANT 1950.](#)

Jean-Luc Mayaud, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lumière-Lyon 2. Pour conclure la 10ème Université d'été de Marciac "Dans le champ des agricultures du monde, quel destin pour les agricultures d'ici" co-organisée avec la Mission Agrobiosciences, le point de vue de Jean-Luc Mayaud. A tenter de définir le présent et d'esquisser l'avenir, les propos tenus lors de cette Université d'été n'ont cessé paradoxalement de convoquer l'histoire ; celle, mythique, d'une paysannerie rêvée.

Lire la conférence de Michel Griffon : "[LE POINT COMMUN DES AGRICULTURES DU MONDE : L'EXISTENCE D'UN SECTEUR DE PAUVRETÉ](#)" (INTÉGRAL DE LA CONFÉRENCE).

Michel Griffon est conseiller pour le développement durable au CIRAD. « Je vais prendre une posture particulière qui est celle de parler non pas du destin qui est notre thème commun de réflexion, mais de l'avenir ». En prononçant ces mots, Michel Griffon aurait tort de paraître s'en excuser. Après tout, difficile de se donner un destin sans se projeter dans l'avenir... Reste que l'exercice paraît périlleux : comment donner une lecture transversale des dynamiques complexes actuellement à l'œuvre et en tirer des tendances ?

Lire la conférence de Philippe Lacombe : [LES ACTES DE LA 2ÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE MARCIAC : "STRATÉGIES INNOVANTES : LE CAS DES DROITS À PRODUIRE"](#)

Philippe Lacombe est économiste à l'Inra. "Les droits à produire : une innovation dans la politique agricole et un instrument de maîtrise des marchés agricoles" Réédition d'une Conférence de Philippe Lacombe.

Lire les actes de la Quatrième Université d'été de l'Innovation Rurale (août 1998) : "[GÉRER LES ESPACES RURAUX : NOUVEAUX DÉFIS POUR LES AGRICULTEURS ET LES FORESTIERS](#)" (PUBLICATION ORIGINALE).

La Mission Agrobiosciences propose cette réédition des interventions, entre autres, de Bertrand Hervieu (Sociologue), Philippe Lacombe (Economiste), Patrick Legrand (Mission Environnement-Société Inra), Salvadore Ferret (Groupement agriculture biologique de Midi-Pyrénées) ou Georges Cassagne (Agriculteur au Texas USA), autour d'un thème qui répond toujours à une forte préoccupation : faire le point sur les questions que posent l'évolution des marchés des produits agricoles.

Lire les actes de la neuvième Université d'été de l'Innovation Rurale, 6 et 7 août 2003 : [IMAGES ET IMAGINAIRES AU COEUR DES ÉCHANGES ENTRE AGRICULTURE ET SOCIÉTÉ](#).

L'Objectif de cette 9ème édition de l'Université d'Été de Marciac était de repérer les représentations que suscite l'agriculture pour chacun, les exprimer, les comparer et en analyser l'origine et la puissance. Dans ces actes vous retrouverez l'essentiel des débats et des interventions qui ont fait surgir des images fortes, drôles, graves et parfois émouvantes.

Lire LES ACTES DE LA CINQUIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE MARCIAC (Août 1999) : [« L'EAU DES VILLES ET L'EAU DES CHAMPS » ET « CRÉER DES EMPLOIS DANS LES CAMPAGNES » \(PUBLICATION ORIGINALE\)](#).

Des conférences et des échanges pour un état des lieux sur les enjeux de l'eau : Qualité, quantité, territoire, ressource économique... Une série d'interventions sur les emplois dans les campagnes : Diversité, dynamiques, expériences contemporaines. Une Université d'Été où l'agriculture et le monde rural étaient au centre des questions et des débats.

Lire LES ACTES DE LA SIXIÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE MARCIAC (9 et 10 août 2000) : ["BIOTECHNOLOGIES : FASCINATIONS... INTERPELLATION" ET "ÊTRE DE SON TEMPS À LA CAMPAGNE](#).

Avec notamment Claude Fischler (Sociologue), Alain Trousson (Philosophe), Jean-Marc Lévy-Leblond (Physicien), Jean-Pierre Zalta (Généticien), Jean-Pierre Estrampes (Architecte), Marie-Thérèse Lacombe (Agricultrice) Alice Monier (Agricultrice), Dominique Desjeux (Anthropologue) etc. Lire les actes de la 6ème Université d'Été de Marciac : "Biotechnologies : fascinations... interpellation" et "Être de son temps à la campagne" -édités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

Lire LES ACTES DE LA 8ÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ (7 et 8 août 2002) DE MARCIAC : ["L'AGRICULTURE ENTRE CONTRAT ET CONTRÔLE" \(PUBLICATION ORIGINALE\)](#).

Entre une agriculture sous des contraintes économiques et réglementaires de plus en plus fortes et une société qui ne se reconnaît plus dans ses évolutions, quelles modalités de débat pour retrouver la confiance et quel nouveau contrat entre agriculture et société ? Avec entre autres Patrice Duran (Sociologue), Emmanuelle Auriol (Economiste), Christian-Albert Garbar (Juriste), Christian Vanier (Agriculteur), François Léger (Chercheur Inra), Michèle Salmona (Psychologue), François Progetti (...)

Lire la conférence de Patrick Denoux : [IMAGE DE L'AGRICULTURE : LA FIGURE DU PAYSAN COMME LIEU DE FRACTURE CULTURELLE](#).

Dans le cadre de la 9ème Université d'Été. 6 et 7 août 2003. Maître de conférences en Psychologie Interculturelle, à l'Université

Toulouse-Le-Mirail, Patrick Denoux était convié à donner son point de vue sur les débats en cours. Un regard de "grand témoin", qui a porté dans cette première intervention sur la crise identitaire des agriculteurs. « Mon paysan » « Je ne vous propose ni synthèse ni verbatim des propos de ce matin, mais plutôt de poser un regard transversal, celui d'un psychologue d'une nature un peu particulière, puisqu'il s'attache (...)

Lire LES ACTES DE LA 7ÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE MARCIAC :  
["QUAND LES SCIENCES DU VIVANT BOULEVERSENT NOTRE REGARD SUR LE MONDE » ET « L'AGRICULTURE PEUT-ELLE ÊTRE BOULEVERSEE PAR LA DEMANDE SOCIALE".](#)

Avec Jean-Didier Vincent, biologiste, Guy Riba, généticien, Patrick Champagne, sociologue, Daniel Boy, politologue, Bertrand Hervieu, président Inra, Philippe Lacombe, économiste, etc...

Lire la contribution de Gilles Allaire :[IMAGE DE L'AGRICULTURE : SI LES ARBRES IMAGINENT LES OISEAUX, POURQUOI LES FRITES N'IMAGINERAIENT PAS LES ARBRES ?.](#)

Par Gilles Allaire, Directeur de recherche en économie et sociologie rurale. Dans le cadre de la 9ème Université d'été. août 2003. La première journée de la 9ème Université d'été de l'Innovation Rurale de Marciac était consacrée à l'inventaire et l'exploration de nos images et imaginaires autour de l'Agriculture et à « L'agriculture au cœur des paradoxes ». Gilles Allaire, directeur de recherche en économie et sociologie rurale à l'Inra de Toulouse, est l'un des « piliers » de l'Université d'Été.

Lire la contribution de Patrick Denoux :[IMAGE DE L'AGRICULTURE : LE JEU DE L'IMAGE BROUILLE L'IMAGE DU "JE".](#)

Par Patrick Denoux. Maître de Conférence en Psychologie Interculturelle. Dans le cadre de la 9ème Université d'Été des 6 et 7 août 2003. Une lecture de la première journée de débats, pour clore l'après-midi, par Patrick Denoux, maître de conférences en Psychologie interculturelle ( Université Toulouse Le Mirail).

Lire la contribution au débat : ["J'AI ÉPOUSÉ JEAN-LUC, PAS SES COCHONS !".](#)

Dans le cadre de la 9ème Université d'Été. 6 et 7 août 2003. Le débat qui a suivi la conférence de Rémi Mer a principalement porté sur la reconnaissance sociale des agriculteurs. "Etre seul, n'est ne plus être", écrivait récemment le philosophe Tzvetan Todorov (Revue "Sciences Humaines", octobre 2002).

Lire la contribution au débat : [IMAGE DE L'AGRICULTURE : "LES REPRÉSENTATIONS SONT DES ESPÈCES VIVANTES".](#)

Par Saadi Lahlou., psychologue. Dans le cadre de la 9ème Université d'Été. Août 2003. L'auteur de "Penser manger" ( PUF 1998) éclaire les logiques et les mécanismes des images que nous avons de

l'agriculture et de l'agroalimentaire. Des représentations qu'il ne faut pas songer à changer d'un claquement de doigts.

Lire l'enquête de BVA : [« QUEL IMAGINAIRE LES FRANÇAIS ONT-ILS DE L'AGRICULTURE ? »](#).

Réalisée par l'Institut BVA, pour la 9ème Université d'Eté de Marciac, août 2003 64% des réponses révèlent une vision négative de l'agriculture (Système économique en crise 50%, facteur de risque et de peur 20%, atteinte à l'environnement...). Les visions positives, plus réduites, s'attachant à 26% à son rôle nourricier. C'est dans le cadre de la 9ème Université d'été de l'Innovation Rurale qui s'est déroulée le 6 et 7 août 2003 à Marciac (Gers), que l'Institut de sondage BVA a réalisé cette enquête auprès des Français sur leurs « Imaginaires de l'agriculture ».

Lire les [LES ACTES DE LA 9ÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE MARCIAC : "IMAGES ET IMAGINAIRES AU COEUR DES ÉCHANGES ENTRE AGRICULTURE ET SOCIÉTÉ."](#) Les Actes des deux journées de débats et d'échanges.

Lire les [LES ACTES DE LA 3ÈME UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE MARCIAC : "AGRICULTEURS ET CONSOMMATEURS FACE AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES"](#).

Avec Marie José Nicoli (Présidente de Que Choisir), Jean-Pierre Poulain (Sociologue), Georges Bories (Toxicologue), Christiane Lambert (Responsable syndicale agriculture), Pierre Creyssels (Conseiller d'Etat) Etc.

### **Lire les contenus des ACTES DE LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DE ZOOTECHNIE**

D'après les Tables Rondes organisées par la Fédération Européenne de Zootechnie, en partenariat avec la Mission Agrobiosciences. La FEZ rassemble toutes les personnes intéressées, d'une façon ou d'une autre, par les productions et les filières animales. Son objectif majeur est la promotion des échanges de méthodes, de résultats d'idées et une simulation des collaborations entre personnes, équipes et pays. Son activité principale concerne l'organisation de congrès et de groupes de travail ainsi que la production de publications. De nombreux zootechniciens sont bénéficiaires des travaux et des avancées de la FEZ sans le savoir.

Lire la contribution de Jean-Claude Flamant : [LE FUTUR DE L'ÉLEVAGE EN EUROPE À LA LUMIÈRE DES CRISES SANITAIRES RÉCENTES \(PUBLICATION ORIGINALE\)](#).

Par Jean-Claude Flamant. Mission Agrobiosciences. Les crises sanitaires majeures - l'ESB et la fièvre aphteuse - qui ont remué l'opinion des pays d'Europe de l'Ouest entre novembre 2000 et mars 2001, sont-elles seulement le résultat d'erreurs au sein du

dispositif de contrôle sanitaire ou bien des signaux d'alarme qui indiquent que les orientations prises au cours des dernières décennies pour l'intensification de l'élevage doivent être fondamentalement révisées pour le futur ?

Lire l'extrait de la table ronde de la FEZ, septembre 2002 :

[L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE ÉGYPTIENNE DANS LE CONTEXTE DE LA MONDIALISATION.](#)

Par Saad Nassar, professeur d'économie rurale, Gouverneur de la province du Fayoun. Membre de la délégation de l'Égypte à l'OMC, Saad Nassar exposait, en septembre 2002, la stratégie agricole égyptienne dans le paysage des négociations mondiales. Une posture résolument libérale, pour un secteur qui pèse encore 20 % du PNB du pays, et qui a connu plusieurs décennies d'intensive modernisation pour parvenir à l'autosuffisance puis à la sécurité alimentaire au sens large.

Lire le compte rendu de la table ronde : [A QUI PROFITE LA MONDIALISATION DES PRODUCTIONS ANIMALES ?](#)

Table Ronde. Le Caire. 2 septembre 2002 Pour la première fois de son histoire, la Fédération Européenne de Zootechnie (FEZ) tenait sa Réunion Annuelle hors d'Europe, à l'Université du Caire, en même temps que se déroulait la Conférence de Johannesburg sur le Développement Durable. Des échanges on ne peut plus d'actualité concernant l'économie des pays émergents et développés. Le lieu et le moment ne pouvaient être mieux choisis pour cerner la réalité et les conséquences de la mondialisation pour le secteur de l'élevage.

Lire le compte rendu de la table ronde [LES CONSOMMATEURS CHANGENT... QUELLES CONSÉQUENCES POUR L'ÉLEVAGE ET LES PRODUITS ANIMAUX ?](#)

Présentée et animée par Jean-Claude Flamant et Roberto Chizzolini. Août 2003. Cette table ronde est un moment de réflexion au cours des Réunions Annuelles de la FEZ consacré à des discussions ouvertes sur des sujets de société qui font aujourd'hui l'objet de controverses. Présidé par Jean-Claude Flamant, Directeur de la Mission Agrobiosciences et assisté de Roberto Chizzolini, Professeur à l'Université de Parme, cette table ronde a vu les interventions de Martine Padilla, professeur à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM).

Lire en anglais les [ACTES DE LA TABLE-RONDE 2000 DE LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE DE ZOOTECHNIE \(FEZ\).](#)

Knowledge in agri supply chains coordinated by J.C. Flamant (Mission d'Animation des Agrobiosciences, Toulouse, France) with the contribution of Jean Boyazuglu, Pim Brascamp, Cledwin Thomas.

Lire le compte rendu de la réunion annuelle de la FEZ : [LA CHAÎNE](#)



## [DE COMPÉTENCES : LES CONNAISSANCES AU SEIN DES FILIÈRES AGROALIMENTAIRES](#)

Table Ronde conçue et organisée par Pim Brascamp (Wageningen Institute of Animal Science) Cette table ronde a réuni Dr Aimé AUMAITRE , INRA Rennes, France (recherche en production porcine) ; Prof Th. B. (Thomas) BLAHA, Université du Minnesota, USA (épidémiologie, assurance qualité) ; Prof. E.H. (Ederhard) von Borell, Allemagne (écologie animale, santé animale) ; Prof. A.A. (Aalt) Dijkhuizen, Directeur de la société « Nutreco », Pays-Bas (alimentation animale et groupe d'entreprises de production : saumon, porc et aviculture) ; Dr L.A. (Leo) den Hartog, Directeur de Recherches (...)

## Lire le compte rendu de [GLOBALISATION AND THE LIVESTOCK SECTOR : WHO BENEFITS ?](#).

Actes de la Table-Ronde 2002 de la Fédération Européenne de Zootechnie (FEZ). Version anglaise.

Prof. Paolo De Castro, formerly Italian Minister of Agricultural Policy in the D'Alema government. member of the Scientific Advisory Committee of CIHEAM. professor of economy in the University of Bologna and President of Nomisma, an important Italian institute of economic research. Prof. Marcel Mazoyer, from the Institut National Agronomique in Paris. In this Institute, he succeeded well known Prof. René Dumont at the chair of Compared Agriculture and Agricultural Development.

## Lire en anglais les actes de la table ronde de Budapest le 26 août 2001 : [THE FUTURE OF THE LIVESTOCK SECTOR IN THE LIGHT OF THE RECENT CRISES IN EUROPE](#).

Actes de la Table-Ronde 2001 de la Fédération Européenne de Zootechnie (FEZ). Coordination : Jean-Claude Flamant, Mission d'Animation des Agrobiosciences, Toulouse (France) Animation : Cledwyn Thomas Malla Hovi, University of Reading. epizootiologist that Maurice Bichard. animal breeder. technical director for a commercial breeding company. Patrick Coelenbier, sales manager of a French-German rendering group (Saria-Bioindustrie) and a member of the European Association that represents renderers.

## **Lire les contenus HISTOIRE DE...**

Depuis les races animales jusqu'à la forêt, en passant par le paysage ou les plantes, ces "Histoire(s) de...", racontées à chaque fois par un spécialiste de renom, sont tirées des forums organisés en 2001 et 2002 par la Mission agrobiosciences dans le village de Montbrun-Bocage (31).

Lire la conférence du 29 novembre 2001 : [DU VOYAGE DES PLANTES À LA MONDIALISATION DES ESPÈCES CULTIVÉES](#) Par Michel Chauvet. Ethnobotaniste à l'Inra.

Les avatars de la biodiversité, entre politique et réalité, avec Michel Chauvet, Agronome et ethnobotaniste, ingénieur de recherche au centre Inra de Montpellier. Ouvert, intarissable et non dénué d'humour, ce scientifique reconnu a co-fondé le Bureau des Ressources Génétiques au niveau national dont il a été chargé de mission durant plusieurs années.

Lire l'[HISTOIRES DE RACES ANIMALES, HISTOIRES DE SOCIÉTÉS HUMAINES](#).

Par Jean-Claude Flamant, zootechnicien. Directeur de la Mission Agrobiosciences. Jean-Claude Flamant retrace l'histoire des races animales domestiquées, fruit de l'activité humaine, qui opèrent comme de véritables marqueurs des sociétés.

Lire la conférence du 12 novembre 2001 : [HISTOIRE DE LA FORÊT](#)

Par André Grammont, Ingénieur agronome, Ingénieur général du génie rural des eaux et forêts, Vice-président du Conseil supérieur de la pêche, Président de l'ENESAD.

Pas question pour André Grammont de nous présenter une histoire linéaire de la forêt, depuis les Phéniciens jusqu'aux dernières lois françaises. Son idée ? Montrer au contraire ce qui fait sens dans la continuité : les aspects stratégiques de la forêt, son importance aux yeux de la puissance publique, les conflits et les enjeux qu'elle cristallise, et cette aptitude à se faire « miroir de la société ».

Lire la conférence : [HISTOIRE DU PAYSAGE, ENJEU ÉCONOMIQUE, ESTHÉTIQUE ET ÉTHIQUE](#). Par Gérard Tiné, plasticien.

A Montbrun-Bocage dans le Volvestre (31), le 13 juin 2002, au Forum Agrobiosciences et Société de la MAA, le débat portait sur "Nos regards sur le paysage : entre esthétique et éthique". Gérard Tiné, plasticien, exposa son point de vue sur la construction culturelle et sociale de la notion de paysage.

**Accéder à toutes les publications [Agriculture et Société](#)** Des conférences-débats, tables rondes, points de vue et analyses afin de mieux cerner les problématiques sociétales liées au devenir de l'agriculture. Edité par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

**Accéder à toutes les Publications : [Alimentation et Société](#)**- Des conférences-débats, tables rondes, points de vue et analyses afin de mieux cerner les problématiques sociétales liées au devenir de l'alimentation. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

**Accéder à tous les Entretiens et Publications : [OGM et Progrès en Débat](#) »** - Des Points de vue transdisciplinaires... pour contribuer au débat démocratique. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences

**Accéder à toutes les Publications : [Sciences-Société-Décision Publique](#)**- Une « expérience pilote » d'échanges transdisciplinaires pour éclairer les enjeux, mieux raisonner, par l'échange, les situations de blocages en « Science et Société », instruire les débats en cours, clarifier des enjeux scientifiques et sociétaux des avancées de la recherche, participer à l'éclairage de la décision publique et proposer des réflexions et des objets de recherche à la science. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

**Accéder à toutes les Publications : [Science et Lycéens](#)**- Des conférences de scientifiques de haut niveau et des débats avec les lycéens exprimées dans le cadre « L'Université des Lycéens » une expérience pilote pour lutter contre la désaffection des jeunes pour les carrières scientifiques. Ces publications constituent un outil pédagogique « vivant » qui favorise une lecture agréable et une approche « culturelle » de la complexité de la science. Edités par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

**Accéder à toutes les Publications : [L'agriculture et les bioénergies](#)**. Depuis 2005, la Mission Agrobiosciences a participé à plusieurs manifestations (et a organisé des débats) sur le thème des bioénergies et de ses enjeux pour le futur de l'agriculture. Le magazine Web « Agrobiosciences » permet d'accéder à leurs contenus et de disposer d'éléments d'éclairage sur les possibilités, les limites, les solutions alternatives. L'ensemble réunit les analyses d'acteurs des filières industrielles et agricoles ainsi que des chercheurs tant dans le domaine de l'économie que de la chimie. (Septembre 2006)

**Accéder à toutes publications [Histoires de...](#) »-** Des conférences-débats, articles et chroniques. Ces publications « Histoire de... » de la Mission Agrobiosciences concernent la science, l'agriculture, l'alimentation et leurs rapports avec la société. Des regards sur l'histoire, pour mieux saisir les objets dont on parle et l'origine technique et humaine des « produits » contemporains. Editées par le Magazine Web de la Mission Agrobiosciences.

© 2004-2007 [Nuances-du-sud.fr](http://www.nuances-du-sud.fr)

Source : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1936](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1936)

**Sécurité alimentaire** - Introduction d'un article de Wikipédia



**Cet article [ne donne pas suffisamment de références](#)** (juillet 2011). Si vous disposez d'ouvrages ou d'articles de référence ou si vous connaissez des sites web de qualité traitant du thème abordé ici, merci de compléter l'article en donnant les références utiles à sa vérifiabilité et en les liant à la section « [Notes et références](#) ».

[\(Modifier l'article\)](#)

Le concept de **sécurité alimentaire** fait référence à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la [nourriture](#) en quantité et en qualité suffisantes.

La sécurité alimentaire comporte quatre dimensions : disponibilité (production intérieure, capacité d'importation, de stockage et aide alimentaire, accès (dépend du pouvoir d'achat et de l'infrastructure disponible), stabilité (des infrastructures mais aussi stabilité climatique et politique) et salubrité / qualité (hygiène, principalement accès à l'eau).

La sécurité alimentaire dépasse la notion d'[autosuffisance](#) alimentaire. Elle est toutefois à distinguer de la seule [sécurité sanitaire des aliments](#), qui a trait à l'[hygiène](#) et à l'[innocuité](#) des aliments, ainsi qu'au maintien de leur [salubrité](#).

## Sommaire

- [1 Historique](#)
- [2 Quantité suffisante et nécessaire](#)
- [3 Facteurs d'insécurité alimentaire](#)
  - o [3.1 Pénurie d'eau](#)
  - o [3.2 Dégradation des sols](#)
  - o [3.3 Changement climatique](#)
  - o [3.4 Explosion démographique](#)
  - o [3.5 Épidémies](#)
  - o [3.6 Gouvernance inappropriée](#)
- [4 Notes et références](#)
- [5 Annexes](#)
  - o [5.1 Articles connexes](#)
  - o [5.2 Liens externes](#)

Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9curit%C3%A9\\_alimentaire](http://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9curit%C3%A9_alimentaire)

## **Sécurité alimentaire** – Document officiel de l'Union Européenne

La politique de sécurité alimentaire de l'Union européenne vise à protéger la santé et les intérêts des consommateurs tout en garantissant le bon fonctionnement du marché intérieur. Pour atteindre cet objectif, l'Union veille à établir et à faire respecter des normes de contrôle en matière d'hygiène des denrées et produits alimentaires, de santé et de bien-être des animaux, de santé des plantes et de prévention des risques de contamination par des substances externes. Elle prescrit également des règles pour un étiquetage approprié de ces denrées et produits.

Cette politique a été réformée au début des années 2000 conformément à l'approche dite «de la ferme à la table». Un niveau élevé de sûreté des denrées et produits alimentaires commercialisés au sein de l'Union est ainsi garanti à toutes les étapes de la chaîne de production et de distribution. Cette démarche concerne tant les aliments produits au sein de l'Union que ceux importés de pays tiers.

- [Sécurité alimentaire: dispositions générales](#)  
Dispositions générales et institutionnelles, Recherche
- [Contrôles vétérinaires, police sanitaire et hygiène des denrées alimentaires](#)  
Paquet hygiène, Importations et échanges intracommunautaires, Production et mise sur le marché
- [Alimentation animale](#)  
Contrôles officiels, Additifs, Aliments génétiquement modifiés, Déchets animaux et agents pathogènes
- [Bien-être des animaux](#)  
Élevage, Transport, Abattage
- [Santé animale](#)  
ESB, Fièvre aphteuse, Peste porcine, Grippe aviaire
- [Contrôles phytosanitaires](#)  
Produits phytopharmaceutiques, Résidus de pesticides, Organismes nuisibles
- [Contamination et facteurs environnementaux](#)  
Produits chimiques, Substances à effet hormonal, Contacts avec les denrées alimentaires, OGM, Contamination radioactive
- [Sécurité alimentaire: dimension internationale et élargissement](#)  
Coopération internationale, Élargissement
- [Thèmes spécifiques](#)  
Organismes génétiquement modifiés, ESB, Fièvre aphteuse

#### **Voir aussi**

- [Étiquetage et emballage de produits.](#)
- Tour d'horizon des activités de l'Union européenne: [Sécurité des aliments.](#)
- Informations complémentaires sur le site de la [direction générale Santé et protection des consommateurs](#) de la Commission européenne.

Source : [http://europa.eu/legislation\\_summaries/food\\_safety/index\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/food_safety/index_fr.htm)

#### **La sécurité alimentaire - LES NOTIONS DE BASE 06/2006** - Document EUFIC

##### **1. Le système de sécurité alimentaire européen : une responsabilité partagée**

Le style de vie contemporain est fort éloigné de ce qui se faisait par le passé. Pressé par le temps, l'augmentation du nombre de personnes célibataires, de familles monoparentales et de femmes qui travaillent, a conduit à des changements profonds dans la préparation des aliments et des habitudes de consommation. Un résultat positif de ce changement de mentalité a trait aux avancées technologiques rapides réalisées dans l'industrie alimentaire pour assurer la sécurité et l'intégrité des aliments. Malgré ces progrès, la contamination des aliments n'a pas disparue et se propage soit naturellement, soit accidentellement via des contaminants ou des mauvaises pratiques de fabrication.

Finalement, la qualité et la sécurité d'un aliment dépendent des efforts fournis par chaque acteur de la chaîne alimentaire, de l'agriculteur au consommateur. Comme le disaient récemment l'UE et l'OMS, « la sécurité alimentaire est l'affaire de tous, de la fourche à la fourchette ».

Maintenir la qualité et la sécurité tout au long de la chaîne alimentaire requiert aussi bien des procédures pour veiller à l'intégrité de l'aliment et des méthodes de surveillance pour s'assurer que ces procédures sont bien mises en oeuvre.

### **1.1. Le cadre légal européen**

La politique de sécurité alimentaire de l'UE englobe les chaînes alimentaires humaines et animales. Elle fournit une vaste législation et décrit la responsabilité des producteurs et des fournisseurs dans le maintien de la qualité de l'alimentation. Les règlements de l'UE comptent parmi les plus sévères dans le monde.

La législation européenne a été complètement révisée, vers la fin des années 90, pour la rendre plus scientifique et transparente. En 1997, un nouveau conseil scientifique européen a été établi. Huit nouveaux comités scientifiques ont été ajoutés à un comité scientifique de direction. L'agence européenne pour la sécurité de la chaîne alimentaire (EFSA) a vu le jour en 2002. L'EFSA est un organisme indépendant qui travaille en étroite collaboration avec de nombreuses agences scientifiques et institutions des états membres de l'UE. Elle fournit, en toute indépendance, des conseils scientifiques sur toutes les matières ayant un rapport direct ou indirect avec la sécurité alimentaire. Elle couvre tous les niveaux de la production alimentaire, de la production primaire à la livraison au consommateur. L'EFSA prend également en charge l'évaluation des risques au sein de la chaîne alimentaire et l'évaluation scientifique de toutes les matières en rapport avec l'alimentation, que ce soit aussi bien la santé et le bien-être animal que la santé végétale.

### **1.2. Agriculture et transport**

La qualité des matières premières est vitale pour assurer la sécurité et la qualité du produit final. Par conséquent, une approche systématique est nécessaire, de la fourche à la fourchette, pour éviter les contaminations des denrées alimentaires et identifier les dangers potentiels.

Après la récolte ou l'élevage, le produit alimentaire est dirigé vers l'industrie alimentaire. Cette étape de la chaîne alimentaire est couverte par une législation décrivant les standards de qualité :

- La législation de l'UE sur l'hygiène et la sécurité alimentaire s'applique au transport et au stockage.
- Les normes de l'International Standards Organisation (ISO) contiennent un chapitre relatif au stockage et à la livraison des produits alimentaires.
- Le Codex Alimentarius, établi en 1962 par l'OMS et la FAO, prend en compte les problèmes de transport et de stockage dans toutes les recommandations sur la conservation des aliments.

Pour en savoir plus sur l'agriculture.

### **1.3. L'industrie alimentaire**

C'est la responsabilité de l'industrie alimentaire de rencontrer les attentes des consommateurs en matière de sécurité alimentaire et de satisfaire aux exigences légales en la matière.

Les industriels utilisent des systèmes de contrôle qualité pour assurer la qualité et la sécurité des produits qu'ils fabriquent. Les trois systèmes clés employés sont :

- **Le Guide de Bonnes Pratiques (GBP).**  
Celui-ci détaille les conditions et les procédures de fabrication qui, avec l'expérience, ont prouvées être les meilleures pour la sécurité et la qualité de la production.
- **L'analyse des dangers et des points critiques de contrôle (HACCP pour Hazard Analysis Critical Control Points).**  
Alors que les programmes d'assurance-qualité classiques se focalisent sur les problèmes identifiés dans le produit fini, la méthode HACCP est une technique proactive qui identifie les problèmes potentiels et les contrôle durant tout le processus de production.
- **Les standards d'assurance-qualité.**  
L'adhérence aux standards établis par l'International Standards Organisation (ISO 9000) et l'European Standard (ES 29000) assure que les processus industriels, les collectivités et toutes les industries qui gravitent autour de la chaîne alimentaire se conforment à des procédures bien documentées et bien établies. L'efficacité de ces programmes est révisée régulièrement par des experts indépendants.

Ces systèmes de contrôle-qualité employés dans l'industrie alimentaire impliquent aussi que les fournisseurs (les fermiers et les grossistes en matières premières), les transporteurs, les grossistes et les détaillants atteignent le même niveau de qualité.

### ***Du producteur au consommateur : protection de l'aliment au travers de l'emballage***

Une fois que le produit est fabriqué, l'emballage alimentaire assure que l'aliment atteindra le consommateur dans les conditions optimales. L'emballage préserve l'intégrité, la sécurité et la qualité des produits alimentaires au cours du transport, du stockage chez les grossistes, du stockage dans les magasins et à la maison. Il aide à maximiser la durée de vie d'un produit en portant cette information importante sur l'étiquette. De plus, les codes-barres présents sur l'emballage renseignent la date et le lieu de fabrication, ce qui permet au fabricant, au transporteur et au détaillant de conserver une trace des produits pour contrôler l'inventaire des stocks et identifier les dangers potentiels.

#### ***1.4. Le rôle des consommateurs dans les conseils de sécurité***

Le consommateur est le maillon final de la chaîne alimentaire. Un aliment de qualité vendu comme tel doit être manipulé convenablement à la maison pour éviter les contaminations. Un certain nombre de mesures peuvent être prises afin de s'assurer que manger demeure une expérience agréable et qu'elle n'est pas gâchée par le risque de tomber malade ou par la peur..

#### ***Achat et transport***

- Toujours vérifier la date limite de consommation sur l'emballage.
- Ne pas acheter des produits destinés au réfrigérateur ou au congélateur qui n'ont pas été conservés dans des conditions optimales.
- Ramener rapidement à la maison les aliments qui nécessitent une réfrigération et les placer immédiatement au frigo ou au congélateur. Vérifier les conditions de congélation. Une fois dégelés, ne pas les recongeler.
- S'assurer que l'emballage de l'aliment n'est pas endommagé. Eviter les boîtes de conserve bosselées et gonflées, les emballages déchirés ou déformés et les cachets de sécurité endommagés.

## **Le stockage**

- Eviter tout contact entre le cru et le cuit. Ceci réduit le risque de contamination croisée (des bactéries passant d'un aliment à un autre). Placer les viandes crues, la volaille et le poisson dans le bas du réfrigérateur et les aliments cuits à des niveaux supérieurs. Ne pas mettre d'aliments chauds au réfrigérateur pour ne pas en augmenter la température. Envelopper les aliments ou les stocker dans un contenant dans le réfrigérateur. Jeter les aliments qui ont l'air mauvais, qui goûtent ou qui sentent mauvais.
- Stocker les aliments en boîte dans un endroit propre, froid et sec.

## **Préparation des aliments**

- Toujours se laver les mains à l'eau chaude avec du savon, avant et après avoir préparé les aliments. Couvrir toutes les plaies ou coupures avec des pansements étanches.
- Garder propres toutes les surfaces de travail en les nettoyant à l'eau savonneuse et au désinfectant pour empêcher les contaminations croisées.
- Laver les ustensiles de cuisine utilisés dans la préparation. Un couteau employé pour couper des aliments crus est porteur de bactéries qui peuvent se transférer à d'autres aliments. Utiliser des ustensiles différents pour les aliments crus et cuits.
- Laver abondamment les fruits et légumes cuits avant de les manger et les préparer.
- Décongeler les aliments au réfrigérateur et les cuire immédiatement.
- Ne pas laisser des aliments crus ou cuits plus longtemps que nécessaire à température ambiante, en tout cas jamais plus de deux heures.
- Refroidir les aliments cuits aussi vite que possible et ensuite les réfrigérer. Cela ralentit la croissance bactérienne, qui se manifeste entre 10 et 60°C (la zone à risque). Réchauffer suffisamment les aliments cuits pour tuer toutes les bactéries qui ont pu se développer au cours du stockage.
- Jouer la sécurité. En cas de doute, mieux vaut jeter que de risquer une intoxication alimentaire.
- Toujours suivre les instructions du fabricant.

## **2. Les défis de la sécurité alimentaire**

La probabilité qu'un aliment soit contaminé par une substance chimique ou un microorganisme débute dès sa récolte et persiste jusqu'au moment où il est consommé. En général, les risques pour la sécurité alimentaire se divisent en deux grandes catégories :

- La contamination microbiologique (i.e. : bactéries, champignons, virus ou parasites). Cette catégorie comprend la plupart des cas de symptômes aigus.
- Les contaminants chimiques, comprenant les produits chimiques de l'environnement, les résidus d'antibiotiques, les métaux lourds ou tout autre résidu accidentellement introduit dans la chaîne alimentaire au cours de la récolte, de l'élevage, du processus industriel, du chargement ou de l'emballage.

Le fait qu'un contaminant expose à un danger ou non dépend de plusieurs facteurs tels que l'absorption et la toxicité de la substance, le taux de contamination de l'aliment, la quantité d'aliment contaminé consommée et la durée d'exposition. De plus, la sensibilité individuelle varie et d'autres facteurs, comme l'alimentation, peuvent avoir un impact sur les conséquences toxiques



de la contamination. Un autre facteur qui complique encore la donne est que la plupart des études de toxicité extrapolent à l'homme des résultats observés chez l'animal, si bien que l'on ne sait jamais réellement avec certitude si les substances vont exercer le même effet chez l'homme.

### **2.1. Les contaminations microbiologiques**

Les principales intoxications alimentaires sont d'origine microbiologique. Les bactéries sont ubiquistes et peuvent entrer dans la chaîne alimentaire à tous les niveaux, de la fourche à la fourchette. Les systèmes de contrôle qualité sont construits pour minimiser le risque de contamination bactérienne. Cependant, étant donné que les aliments ne sont pas stériles, s'ils ne sont pas bien manipulés, une contamination peut se produire.

Le tableau ci-dessous reprend une liste des microorganismes les plus souvent incriminés dans les intoxications alimentaires, ainsi que des exemples d'aliments dans lesquels on les retrouve régulièrement.

<b>CAUSE</b>	<b>ALIMENTS LES PLUS SOUVENT ASSOCIES AVEC LE PROBLEME</b>
<b>BACTERIES</b>	
Bacillus cereus	Riz cuit réchauffé, viandes cuites, puddings à base de féculents, légumes et poisson. Une mauvaise manipulation après la cuisson est une cause fréquente de contamination à B. cereus.
Clostridium perfringens	Les aliments réchauffés, incluant les restes de buffets, la viande et la volaille, les légumineuses, les sauces, les ragoûts et les soupes.
Clostridium botulinum	Boîtes de conserve artisanales (légumes, poisson, viande et volaille).
Escherichia coli (E.coli)	Salades et légumes crus, viande insuffisamment cuite, lait non pasteurisé, fromage.
Campylobacter jejuni	Lait cru, volaille.
Listeria monocytogenes	Lait non pasteurisé et laitages tels les fromages à pâte molle, viande crue, volaille, fruits de mer, légumes, pâté, viande et poisson fumé, salade de chou cru.
Salmonella enteritidis	Volaille insuffisamment cuite, viande, coquillages, salades, oeufs et produits laitiers.
Staphylococcus aureus	Jambon, volaille, oeufs, crème glacée, fromages, salades, crème anglaise et pâtisseries à base de crème, sauce. Une mauvaise manipulation après la cuisson et une mauvaise hygiène sont des

	causes fréquentes de contamination.
Vibrio parahaemolyticus et autres Vibrio marins	Poisson cru et insuffisamment cuit, coquillages.
<b>PARASITES</b>	
Trichinella spiralis	Viande de porc insuffisamment cuite.
Toxoplasma gondii	Viande insuffisamment cuite, volaille et lait cru.
<b>VIRUS</b>	
Hépatite A	Coquillages, fruits et légumes crus sont les causes fréquentes d'hépatite A. Celle-ci peut également se transmettre en cas de mauvaise manipulation de l'aliment.

## 2.2 Mycotoxines

Les mycotoxines sont des toxines produites par certains champignons ou levures qui poussent sur des aliments tels que les cacahuètes, le maïs, le soja, les céréales, les noix, les aliments pour animaux, les fruits secs et les épices. Les toxines sont synthétisées lors de la croissance de la plante ou se développent plus tard, lors de mauvaises conditions de stockage ou de manipulation. Les mycotoxines peuvent aussi entrer dans la chaîne alimentaire via la viande ou d'autres produits animaux tels que les œufs, le lait et le fromage en raison de la contamination de l'alimentation de l'animal.

Les effets réels qu'elles ont sur la santé dépendent de la quantité et du type de mycotoxine ingérée. A titre d'exemple, un apport continu d'aflatoxine serait associé à un plus grand risque de cancer du foie chez les personnes porteuses d'une hépatite B. D'autres mycotoxines ont aussi été rattachées à des dommages rénaux et hépatiques.

Des procédures prudentes de surveillance et des conditions de stockage adéquates sont importantes pour prévenir le développement des mycotoxines. En terme de protection du consommateur, les organisations nationales et internationales évaluent en permanence le risque posé par les mycotoxines chez l'homme.

## 2.3. Les pesticides

Une des principales priorités pour les agriculteurs est d'assurer que leurs produits, qu'ils soient d'origine végétale ou animale, sont élaborés de manière sûre. Afin d'atteindre cet objectif, ils sont assistés par une grande variété de services consultatifs donnant des informations sur l'utilisation correcte des fertilisants, des pesticides et autres produits employés dans l'agriculture.

Les produits chimiques tels que les pesticides ou les médicaments à destination animale font l'objet d'une législation stricte. Ils subissent des procédures d'évaluation très rigides avant d'être

approuvés par les autorités européennes ou nationales. Ces tests doivent prouver que le produit, à la dose d'emploi supposée :

- A un intérêt réel et visera l'objectif déterminé
- N'aura pas d'effets secondaires négatifs chez l'homme, soit pour l'usage direct à la ferme, soit via les résidus qui peuvent demeurer dans l'aliment
- N'aura pas de répercussions sur l'environnement

Plus de 800 pesticides sont actuellement autorisés en Europe. La procédure d'approbation d'un nouveau produit est très complexe. Elle requiert beaucoup d'études de toxicité et d'efficacité avant de pouvoir réaliser de véritables tests sur le terrain. Elle inclut aussi des tests sur la dégradation du produit et ses dérivés au sein des plantes et de l'environnement. Un produit doit apporter un bénéfice pour la plante ou l'animal sans avoir d'effets négatifs sur d'autres espèces et ne devrait pas laisser de résidus toxiques dans la plante, l'animal, le sol ou l'eau. Pour en savoir plus sur les pesticides.

#### **2.4. Les antibiotiques et les promoteurs de croissance**

L'emploi d'antibiotiques et d'hormones de croissance dans le bétail est un sujet controversé depuis plusieurs années. L'emploi d'antibiotiques chez le bétail est essentiel pour prévenir la dissémination et les effets dévastateurs de maladies au sein du troupeau. Dans certains cas, les antibiotiques ont été ajoutés à la nourriture pour promouvoir la croissance. Il a été démontré que de faibles quantités de résidus de médicaments peuvent s'immiscer au sein du tissu adipeux, des reins et du foie des animaux, sans toutefois que l'on puisse prouver que cela comporte un risque pour la santé humaine.

L'emploi des antibiotiques chez le bétail est aussi suspecté comme l'une des causes de l'émergence de résistance aux antibiotiques de certaines bactéries, bien que la véritable cause est probablement le manque de contrôle sur l'usage des médicaments chez l'homme. Cela induit alors chez l'homme le développement de maladies intractables via les antibiotiques traditionnels. En mars 2002, l'UE a proposé que l'emploi des antibiotiques en tant que promoteurs de croissance soit interdit progressivement d'ici à 2006.

Des hormones ont également été administrées au bétail pour accélérer la croissance et augmenter la production de lait chez la vache. L'UE a banni l'emploi d'hormones de croissance chez le bétail en 1988. Cependant, cette pratique persiste encore aux USA, au Canada et en Australie. Le sujet demeure donc encore controversé, particulièrement en termes de commerce international.

#### **2.5. La pollution industrielle**

##### **2.5.1. Les dioxines**

Les dioxines sont les dérivés de l'incinération (bois, pneus...) et de la production de certains produits chimiques industriels. Les dioxines sont des contaminants qui perdurent dans l'environnement pendant plusieurs années et on peut trouver leur trace aussi bien sur que dans les aliments. Pour le poisson, la principale cause de contamination à la dioxine est la pollution marine, tandis que les autres animaux sont surtout exposés à la dioxine par l'air. Les dioxines se déposent sur les plantes et la nourriture, qui sont mangées par les animaux. Elles se concentrent

essentiellement au sein du tissu adipeux du bétail et du poisson. Plus de 90% de l'exposition humaine s'effectue via les aliments, dont 80 % via les aliments d'origine animale.

Malgré des incidents ponctuels, (1999, en Belgique), les données disponibles montrent que l'exposition à la dioxine au sein de l'UE a diminué ces dix dernières années. La politique actuelle de l'UE est de réduire plus encore les taux de contamination aux dioxines dans l'environnement, l'alimentation animale et l'alimentation humaine afin d'assurer un niveau de protection maximal de la population. Etant donné que les effets carcinogènes des dioxines ne se manifestent qu'à partir d'un certain seuil de contamination, l'objectif est de réduire les taux de contamination dans les produits et l'exposition humaine d'environ 25 % d'ici à 2006.

### **2.5.2. Les métaux lourds**

D'autres polluants industriels contaminent notre alimentation. Il s'agit des métaux lourds : le mercure, le plomb et le cadmium. Le poisson est particulièrement vulnérable à la pollution aux métaux lourds, en raison de contaminations via les décharges industrielles ou des naufrages accidentels. Des rapports récents révélant des taux élevés de mercure chez l'espadon ont amené certaines autorités européennes à déconseiller la consommation de ce poisson chez la femme enceinte ou allaitante et chez l'enfant. Une consommation occasionnelle chez les autres consommateurs ne devrait pas poser de problèmes, à condition qu'elle soit limitée à une fois par semaine. L'industrie de la pêche a répondu en pêchant plus de petits poissons des grandes profondeurs, qui ne sont probablement que peu contaminés par les métaux lourds. L'UE dispose de normes alimentaires pour le mercure et les autres métaux lourds et les taux sont suivis régulièrement.

### **2.6. L'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)**

L'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), communément appelée "maladie de la vache folle", est une maladie cérébrale mortelle qui affecte le bétail. Le nom de la maladie est tiré de l'aspect d'éponge du cerveau une fois que la maladie se déclare chez l'animal. Il existe différentes théories sur les causes de l'ESB aussi bien que sur l'agent de la maladie. Selon l'une d'entre elles, l'agent consiste en des « prions infectants ». Le « prion » est en fait un nom générique pour plusieurs protéines trouvées majoritairement dans le cerveau, mais aussi au sein d'autres tissus chez l'homme et l'animal. Les prions infectants sont des prions anormaux capables d'interagir avec les prions normaux dans les tissus animaux et d'induire en conséquence leur conversion en prions infectants, principalement dans le cerveau et le système nerveux central. D'autres facteurs sont peut-être impliqués et d'intenses recherches sont actuellement en cours dans le domaine.

La voie de transmission de l'ESB n'est pas encore démontrée. Cependant, on pense que le bétail peut être infecté via une nourriture obtenue à partir de carcasses d'animaux malades. D'autres voies ne sont cependant pas encore exclues.

Bien qu'aucun lien causal n'ait été formellement établi entre l'ingestion de matériel infecté par l'ESM et la variante de la maladie de Creutzfeld-Jakob (vCJD), seules les personnes qui ont mangé du matériel à risque sont supposées être à risque de développer la vCJD. Les matériaux à risque incluent le système nerveux central (cerveau, moelle épinière), les yeux et une partie du gros intestin. L'ESB n'a pas encore été détectée dans le muscle (la viande) ou le lait et les experts de l'OMS et de l'UE estiment que ces aliments sont sûrs.

Une législation stricte sur l'alimentation animale, l'expérimentation, l'abattage, l'âge de l'animal à l'abattage et les matériaux à risque est en place. L'incidence de l'ESB dans le bétail anglais, bien que toujours préoccupante, a diminué significativement ces dernières années et les cas d'ESB demeurent faibles dans les principaux pays d'Europe. Le risque de contracter la vCJD est maintenant considéré comme très faible. Pour en savoir plus sur l'ESB.

### **3. Conclusions**

La sécurité alimentaire n'est assurée que si la responsabilité est partagée par tous les acteurs de la chaîne alimentaire, du professionnel au consommateur. Tout au long de la chaîne alimentaire, de nombreuses procédures et mécanismes de contrôle sont implémentées pour garantir que l'aliment qui vient à la table du consommateur est propre à la consommation et que les risques de contamination sont minimisés. Cependant, il faut être conscient que le risque zéro n'existe pas et que la législation et les systèmes de contrôle ne peuvent pas nous protéger entièrement contre les personnes qui ont des intentions criminelles.

La meilleure façon de garantir la sécurité alimentaire est d'être bien informé sur les principes de base de la production alimentaire et de l'hygiène à la maison.

### **Bibliographie**

- Adams, M.R. and Moss, M.O. (1995). Food Microbiology. Royal Society of Chemistry, Cambridge.
- Cliver, D.O. (1990). Foodborne Diseases. Academic Press.
- Waites, W.M. and Arbuthnott, J. P. (1991). Foodborne Illness - A Lancet Review.
- Foodborne diseases: focus on health education. (2000). WHO, Geneva, Switzerland.
- Adams, M. and Motarjemi, Y. (1999). Basic safety for healthy workers. WHO, Geneva. WHO/SDE/PHE/FOS/99.1.
- Doyle, M.P., Beuchat, L.R. and Montville, T.J. (1997). Food Microbiology: fundamentals and frontiers. ASM Press.
- Blackburn, C. and McClure, P.J. (2002). Foodborne pathogens: hazards, risk analysis and control. CRC Press.
- Edward Arnold. Foodborne Pathogens - An illustrated text (1991). Varnham, A.H. and Evans, M.G. Wolfe Publishing.
- Food Safety - Questions and Answers (1993). Food Safety Advisory Centre.
- Foodborne Pathogens: Risks and Consequences (1994). Agricultural Science and Technology Task Force Report No. 122.
- "Food safety: whose responsibility is it?" (1994). In PHLS Microbiology Digest, Vol 11(4):194.
- "The microbiology of food spoilage" (1994). In PHLS Microbiology Digest, Vol 11(2):194.
- Briggs, D.R. Naturally occurring toxicants and contaminants in foods. (1997). In "Food and Nutrition". Wahlqvist, M (Ed) Allen and Unwin.
- Briggs, D.R. and Lennard, L.B. Food microbiology and food poisoning. (1997). In "Food and Nutrition". Wahlqvist, M (Ed) Allen and Unwin.

Source <http://www.eufic.org/article/fr/expid/basics-securite-alimentaire/>

**Souveraineté alimentaire** - Introduction d'un article de Wikipédia

La **souveraineté alimentaire** est un [concept](#) développé et présenté pour la première fois par [Via Campesina](#) lors du Sommet de l'alimentation organisé par la [FAO](#) à Rome en 1996 <sup>1</sup>. Il a depuis été repris et précisé par les [altermondialistes](#) lors des différents Forums Sociaux Mondiaux.

La **souveraineté alimentaire** est présentée comme un droit international qui laisse la possibilité aux populations, aux Etats ou aux groupes d'Etats de mettre en place **les politiques agricoles les mieux adaptées** à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur les populations d'autres pays. La souveraineté alimentaire est donc une rupture par rapport à l'organisation actuelle des marchés agricoles mise en œuvre par l'[OMC](#).

Complémentaire du concept de [sécurité alimentaire](#) qui concerne la quantité d'aliments disponibles, l'accès des populations à ceux-ci, l'utilisation biologique des aliments et la problématique de la prévention et gestion des crises, la souveraineté alimentaire accorde en plus une importance aux conditions sociales et environnementales de production des aliments. Elle prône un accès plus équitable à la terre pour les paysans pauvres, au moyen si nécessaire d'une [réforme agraire](#) et de mécanismes de sécurisation des droits d'usage du foncier.

Au niveau local, la souveraineté alimentaire favorise le maintien d'une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés régionaux et nationaux. Les [cultures vivrières](#) et l'agriculture familiale de petite échelle doivent être favorisées, du fait de leur plus grande efficacité économique, sociale et environnementale, comparée à l'agriculture industrielle et les plantations de grande échelle où travaillent de nombreux salariés. La place et le rôle des femmes sont privilégiés.

La souveraineté alimentaire privilégie des techniques agricoles qui favorisent l'autonomie des paysans. Elle est donc favorable à l'[agriculture biologique](#) et à l'[agriculture paysanne](#). Elle refuse l'utilisation des plantes [transgéniques](#) en agriculture.

## **Sommaire**

- [1 Commerce international](#)
- [2 Critiques de la notion de souveraineté alimentaire](#)
- [3 Tendance ; investissements fonciers agricoles à l'étranger](#)
- [4 Notes et références](#)
- [5 Voir aussi](#)
  - o [5.1 Documents](#)
  - o [5.2 Liens externes](#)

Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Souverainet%C3%A9\\_alimentaire](http://fr.wikipedia.org/wiki/Souverainet%C3%A9_alimentaire)

**Qu'est ce que la souveraineté alimentaire ?** D'après un texte de Via Campesina sur la souveraineté alimentaire qui a été distribué à Porto Alegre, durant le dernier forum social. 15-1-2003

La souveraineté alimentaire désigne le DROIT des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers.

**La souveraineté alimentaire inclut:**

la priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terre à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.

Le droit des paysan(e)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et qui et comment le produit.

le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix,

des prix agricoles liés aux coûts de production: c'est possible à condition que les Etats ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.

la participation des populations aux choix de politique agricole.

la reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation .

### ***D'où vient le concept de souveraineté alimentaire ?***

Le concept de souveraineté alimentaire a été développé par Via Campesina et porté au débat public à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996 et présente une alternative aux politiques néo-libérales. Depuis, ce concept est devenu un thème majeur du débat agricole international, y compris dans les instances des Nations Unies. Ce fut le thème conducteur du forum des ONG parallèle au sommet mondial de l'alimentation de la FAO de juin 2002.

### ***Les politiques néo-libérales ruinent (détruisent) la souveraineté alimentaire***

Les politiques néo-libérales donnent la priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations. Elles n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde, Au au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les importations agricoles. Et elles, et ont renforcé l'industrialisation de l'agriculture, en mettant en danger le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète mettant en danger notre patrimoine naturel, génétique, et culturel, ainsi que notre santé). Elles ont contraint des centaines de millions de paysan(ne)s à l'abandon de leurs pratiques agricoles traditionnelles, à l'exode rural, ou à l'émigration.

Des Institutions internationales comme le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque Mondiale, et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ont mis en œuvre ces politiques dictées par les intérêts des firmes transnationales et des grandes puissances. Des accords internationaux (OMC), régionaux (Accord de Libre Echange des Ameriques ALCA) ou bilatéraux de « libre »-échange des produits agricoles permettent en fait à celles-ci de contrôler le marché mondialisé de l'alimentation. L'OMC est une institution totalement inadéquate pour traiter les questions relatives à l'alimentation et l'agriculture. Via Campesina demande donc que l'OMC se retire de l'agriculture.

### ***Le fléau des importations à bas prix : le dumping détruit la production alimentaire***

Dans le monde entier, des importations agricoles à bas prix détruisent l'économie agricole locale; c'est le cas du lait européen importé en Inde, du porc US dans les Caraïbes, de la viande et des céréales UE en Afrique, de l'alimentation du bétail en Europe, etc.... Ces produits sont exportés à

bas prix grâce à des pratiques de dumping. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont fait entériner par l'OMC une nouvelle pratique de dumping, qui remplace les aides à l'exportation par une forte baisse de leurs prix agricoles, associée à des paiements directs payés par l'Etat.

*Pour réaliser la souveraineté alimentaire, il est indispensable d'arrêter le dumping !*

### ***La souveraineté alimentaire inclut un commerce international juste :***

La Souveraineté Alimentaire ne s'oppose pas aux échanges mais à la priorité donnée aux exportations : elle permet de garantir aux populations la sécurité alimentaire, tout en échangeant avec d'autres régions des productions spécifiques qui font la diversité de notre planète. Il faut donner à ces échanges un nouveau cadre, sous l'égide des Nations Unies, qui : donne la priorité à la production locale, régionale avant l'exportation, autorise les Etats/Unions à se protéger des importations à trop bas prix, autorise des soutiens publics aux paysans, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix, garantisse une stabilité des prix agricoles au niveau international par des accords internationaux de maîtrise ( et de partage ?) de la production.

### ***L'accès aux marchés internationaux n'est pas une solution pour les paysans***

Le problème des paysans c'est d'abord (avant tout) le manque d'accès au marché local à leurs propres marchés locaux à cause des prix trop bas pour leurs produits et des pratiques de dumping à l'importation auxquelles ils sont confrontés. L'accès aux marchés internationaux concerne seulement 10% de la production mondiale ; il est contrôlé par des firmes transnationales et les plus grandes entreprises agro-industrielles grands producteurs. .

Pour les produits tropicaux (café, bananes, ....) le problème n'est pas le manque d'accès mais la domination du marché par des transnationales et les prix trop bas pour les paysans. L'exemple des produits tropicaux est à cet égard extrêmement révélateur : ils bénéficient d'un accès quasiment libre dans les pays du Nord et les familles paysannes du Sud n'en ont tiré aucun bénéfice ni amélioration de leur situation.

### ***Les politiques agricoles doivent soutenir une agriculture paysanne durable***

Au Nord comme au Sud, des soutiens publics (subsidés, crédits,...) peuvent être importants pour stimuler et maintenir une production alimentaire paysanne et durable.

Pour être en mesure d'exercer leur souveraineté alimentaire, les pays du Nord comme du Sud doivent pouvoir soutenir leur agriculture afin de garantir le droit à l'alimentation de leurs populations, de préserver leur environnement , de développer une agriculture durable et de se protéger du dumping. Ils doivent pouvoir aussi être en mesure de soutenir leur agriculture pour l'accomplissement d'autres tâches d'intérêt public, qui peuvent être différentes selon les pays et leurs traditions culturelles. Mais actuellement, les Etats Unis et l' Union Européenne en particulier abusent des soutiens publics pour réduire artificiellement leurs prix de marché interne et pratiquer le dumping de leurs excédents

Mais actuellement les Etats Unis et l' Union Européenne en particulier abusent de soutiens publics à leurs plus grands producteurs, maintiennent des prix de marché interne artificiellement bas, et ainsi pratiquent de façon masquée le dumping de leurs excédents sur les marchés internationaux,



en détruisant l'agriculture paysanne aussi bien aux Etats-Unis, dans l'Union Européenne au Nord et au Sud que dans le reste du monde.

### ***Des alliances sont indispensables***

Depuis plusieurs années Via Campesina a joué un rôle moteur dans le développement de réseaux internationaux regroupant des mouvements sociaux, environnementaux, ONG de développement, consommateurs,..... De Seattle à Gênes et à Porto Alegre, ces réseaux développent des propositions et des stratégies indispensables pour faire cesser les politiques néo-libérales et développer des politiques solidaires.

### ***Que faire concrètement ?***

Prendre contact avec les organisations membres de Via Campesina pour soutenir des initiatives et actions locales, nationales comme des occupations de terres, des initiatives de production paysanne durable, la défense des semences locales, des actions contre les OGM et le dumping, etc...

Il est aussi important de porter ce débat dans vos organisations ainsi qu'à et à vos gouvernements et parlements. Au niveau international vous pouvez participer à la journée mondiale des luttes paysannes le 17 avril.

### ***Contacts / liens***

Contacts dans les régions de Via Campesina (coordinateurs régionaux) :

Amérique Centrale : ASOCODE/COCOCH ([viacam@gbm.hn](mailto:viacam@gbm.hn))

Amerique du Nord : NFU ([netwiebe@hotmail.com](mailto:netwiebe@hotmail.com), [www.nfu.ca](http://www.nfu.ca)),

UNORCA ([unorcared@laneta.apc.org](mailto:unorcared@laneta.apc.org), [www.laneta.apc.org/unorca/](http://www.laneta.apc.org/unorca/) )

Amérique du Sud : MST ([srilst@uol.com.br](mailto:srilst@uol.com.br), [www.mst.org.br](http://www.mst.org.br)),

Anamuri ([anamuri@ia.cl](mailto:anamuri@ia.cl), [www.anamuri.cl](http://www.anamuri.cl))

Afrique: UNAC ([unacadvocacia@teledata.mz](mailto:unacadvocacia@teledata.mz))

Asie Sudeste-Este: FSPI ([petani@indosat.net.id](mailto:petani@indosat.net.id))

Asie du Sud: KRRS ([swamy.krrs@vsnl.com](mailto:swamy.krrs@vsnl.com))

Caraïbes: ANAP ([amigo@anap.org.cu](mailto:amigo@anap.org.cu)), WINFA ([winfa@caribsurf.com](mailto:winfa@caribsurf.com))

Europe: CPE ([cpe@cpefarmers.org](mailto:cpe@cpefarmers.org), [www.cpefarmers.org](http://www.cpefarmers.org) )

Informations sur Via Campesina [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org)

Informations sur la souveraineté alimentaire [www.peoplesfoodsovereignty.org](http://www.peoplesfoodsovereignty.org)

Pour être informé sur le 17 avril : envoyer un message « blanc » à

[viacam17april-subscribe@yahogroups.com](mailto:viacam17april-subscribe@yahogroups.com)

Gerard Choplin CPE Coordination Paysanne Européenne - European Farmers Coordination  
Coordinadora Campesina Europea - Membre de Via Campesina  
Rue de la Sablonnière18-1000 Bruxelles - Belgique  
Tel: +32 2 217 31 12 - fax: +32 2 218 45 09  
e-mail: [cpe@cpefarmers.org](mailto:cpe@cpefarmers.org) Web : [www.cpefarmers.org](http://www.cpefarmers.org)

Source du document <http://www.abcburkina.net/fr/nos-dossiers/souverainete-alimentaire/359-la-souverainete-alimentaire-selon-le-mouvement-via-campesina>

### **Traduction, définitions et compléments :**

Jacques Hallard, Ing. CNAM, consultant indépendant.

Relecture et corrections : Christiane Hallard-Lauffenburger, professeur des écoles honoraire.

Adresse : 19 Chemin du Malpas 13940 Mollégès France

Courriel : [jacques.hallard921@orange.fr](mailto:jacques.hallard921@orange.fr)

Fichier : ISIS Agriculture OGM **[African Alliances Challenge Introduction of GM Technology](#)**  
French version.2

---